

# Budget 1996

## Le nouveau système de pensions alimentaires pour enfants

le 6 mars 1996



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

**© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (1996)  
Tous droits réservés**

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Approvisionnements et Services – Groupe Communication Canada – Édition.

On peut obtenir des exemplaires du budget en s'adressant au :  
Centre de distribution  
300, avenue Laurier ouest, Ottawa, K1A 0G5  
Téléphone : (613) 995-2855  
Télécopieur : (613) 996-0518

On peut se procurer des exemplaires du budget  
dans les librairies participantes.

Des versions électroniques sont également offertes aux endroits ci-dessus mentionnés.

Le budget est diffusé sur Internet à l'adresse suivante :  
<http://www.fin.gc.ca/>

N° de cat. : F1-23/1996-6F  
ISBN 0-662-80962-9



# Table des matières

<b>Introduction</b> .....	5
<b>Nouveau régime fiscal des pensions alimentaires pour enfants</b> .....	7
Nouvelles règles fiscales applicables aux pensions alimentaires pour enfants .....	8
<b>Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants</b> .....	11
Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants .....	12
Tableaux des pensions alimentaires pour enfants .....	13
Redressement du montant fixé par les Lignes directrices .....	15
<b>Pour une exécution plus efficace des ordonnances alimentaires</b> .....	19
Comment régler le cas des débiteurs défaillants chroniques ...	19
Renforcement des programmes d'exécution des ordonnances alimentaires .....	22
<b>Doubler le maximum du supplément au revenu gagné</b> .....	25
<b>Annexe : Tableaux des pensions alimentaires pour enfants</b> .....	29



# Introduction

Les taux de divorce et de séparation continuant d'être élevés, un nombre croissant d'enfants canadiens vivront à tout le moins une partie de leur enfance dans une famille monoparentale. Notre régime actuel de pensions alimentaires pour enfants ne s'est pas toujours révélé efficace pour garantir que ces enfants reçoivent de leurs deux parents le soutien financier qui leur revient. Le montant des pensions alimentaires pour enfants est variable, imprévisible, parfois insuffisant et trop souvent impayé.

Reconnaissant que des changements fondamentaux s'imposent, les fonctionnaires responsables des gouvernement fédéral, provinciaux et territoriaux ont uni leurs efforts au sein du Comité fédéral-provincial-territorial du droit de la famille (le «Comité du droit de la famille») afin de coordonner leur démarche relativement aux réformes des pensions alimentaires pour enfants. Dans son budget de 1994, le gouvernement a pris l'engagement de répondre rapidement aux recommandations du Comité du droit de la famille en ce qui a trait au régime fiscal des pensions alimentaires pour enfants, aux montants accordés et à l'exécution des ordonnances alimentaires. Dans le présent budget, le gouvernement s'acquitte de cet engagement en apportant des changements dans quatre secteurs clés :

■ Premièrement, la pension alimentaire pour enfant versée en vertu d'une ordonnance ou d'un accord fait le 1<sup>er</sup> mai 1997 ou après cette date, ne sera plus imposable à titre de revenu de la personne qui la reçoit, ou déductible d'impôt pour le payeur.

- Deuxièmement, des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants seront établies pour aider les parents, les avocats et les juges à fixer à des niveaux équitables et uniformes le montant de la pension alimentaire pour enfant en cas de divorce. Les Lignes directrices tiennent compte des nouvelles règles fiscales.
- Troisièmement, le gouvernement amorcera la mise en oeuvre d'une vaste gamme de mesures visant à aider les organismes chargés de l'exécution des ordonnances alimentaires à assurer le paiement intégral et ponctuel des pensions alimentaires.
- Quatrièmement, le montant maximum du Supplément au revenu gagné sous forme de prestation fiscale pour enfants sera haussé pour passer de \$500 à \$750 par an en juillet 1997 et à \$1,000 en juillet 1998.

Cet ensemble complet de réformes touchera de nombreux parents canadiens qui reçoivent ou versent une pension alimentaire pour enfant. Trop souvent, les blessures et l'hostilité causées par la rupture des parents brouillent les cartes en ce qui a trait au droit de l'enfant de bénéficier du soutien financier à la fois de son père et de sa mère. Les changements proposés sont conçus pour accorder priorité absolue aux intérêts de l'enfant. La réforme globale est axée sur la protection du droit de l'enfant de recevoir de ses parents une pension alimentaire convenable – payée intégralement et sans retard.

# Nouveau régime fiscal des pensions alimentaires pour enfants

Depuis cinquante ans, le parent qui reçoit la pension alimentaire pour enfant est tenu de payer l'impôt sur ce montant et le parent qui la verse peut déduire ses paiements de son revenu aux fins de l'impôt. Depuis quelques années, ces règles sont au centre des préoccupations du public. Le gouvernement a participé au débat public sur cette question par l'entremise des consultations tenues par le Comité du droit de la famille et par le Groupe de travail sur le régime fiscal des pensions alimentaires pour enfants.

Il ressort clairement de ces consultations que beaucoup de Canadiens – dont de nombreux parents qui paient des pensions alimentaires – estiment que ces règles ne tiennent plus. Peu de Canadiens trouvent indiqué d'assujettir la pension alimentaire pour enfant à l'impôt comme s'il s'agissait d'un revenu du parent qui la reçoit ou d'accorder un avantage fiscal au parent débiteur pour l'inciter à s'acquitter de ses obligations normales de parent.

Nombre de personnes qui ont participé aux consultations ont souligné que l'avantage fiscal accordé par les règles actuelles à certains parents séparés n'était pas ciblé de façon à permettre aux enfants qui en ont le plus besoin d'en bénéficier. De plus, la complexité des calculs à effectuer pour tenir compte de l'impôt complique la négociation par les parents d'un montant qui soit réaliste et perçu, par eux, comme équitable.

Nombre de payeurs et de bénéficiaires de pensions alimentaires se sont également plaints que les règles fiscales actuelles obligent le payeur à effectuer des paiements mensuels élevés tout au long de l'année en prévision d'un remboursement d'impôt à la fin de l'année, tout en laissant le bénéficiaire s'inquiéter du montant mensuel qu'il doit mettre de côté pour couvrir l'impôt dû.

Les participants ont pressé le gouvernement de coordonner les changements apportés aux règles fiscales aux autres réformes devenues essentielles. Le nouveau régime fiscal sera appliqué de pair avec des lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants de manière à garantir à ceux-ci le soutien qui leur revient.

### **Nouvelles règles fiscales applicables aux pensions alimentaires pour enfants**

En conformité avec les recommandations du Groupe de travail et du Comité du droit de la famille, la pension alimentaire versée en vertu d'une ordonnance judiciaire rendue ou d'un accord écrit conclu le 1<sup>er</sup> mai 1997 ou après cette date, ne pourra plus être déduite du revenu du parent payeur, ni incluse dans le revenu du parent qui la reçoit aux fins de l'impôt. Les nouvelles règles fiscales n'entrent en vigueur que le 1<sup>er</sup> mai 1997 pour laisser le temps de promulguer les lignes directrices fédérales en matière de pensions alimentaires, et pour se préparer à une augmentation prévue des demandes visant à changer les ordonnances existantes afin de se conformer aux nouvelles règles en matière de pensions alimentaires. Les nouvelles règles fiscales s'appliqueront à tous les **nouveaux** accords conclus ou ordonnances rendues le 1<sup>er</sup> mai 1997 ou après cette date. Les montants établis par les nouvelles Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants ont été fixés en tenant compte de ces nouvelles règles fiscales.

### **Les ordonnances alimentaires existantes ne seront pas touchées tant qu'elles ne seront pas modifiées**

Les ordonnances rendues avant le 1<sup>er</sup> mai 1997 seront assujetties aux nouvelles règles seulement si :

- a) un accord conclu ou une ordonnance rendue le 1<sup>er</sup> mai 1997 ou après cette date modifie le montant de pension alimentaire payable en vertu d'un accord ou d'une ordonnance existante;

b) l'accord ou l'ordonnance prévoit précisément que les nouvelles règles fiscales s'appliqueront aux paiements effectués après une date déterminée (qui ne peut être antérieure au 30 avril 1997); ou

c) le parent qui paie la pension et celui qui la reçoit signent et déposent auprès de Revenu Canada un formulaire énonçant que les nouvelles règles fiscales s'appliqueront aux paiements effectués après une date précise (qui ne peut être antérieure au 30 avril 1997). À cette fin, Revenu Canada fournira un formulaire qui sera disponible plus tard cette année à tous les bureaux de services fiscaux.

Une fois le régime fiscal de la pension pour enfants changé, les parties ne seront pas autorisées à appliquer à nouveau les anciennes règles.

### **La pension alimentaire au profit du conjoint ne sera pas touchée**

Les modifications des règles fiscales ne s'appliquent pas à la pension alimentaire au profit du conjoint. La pension alimentaire au profit du conjoint payée à titre d'allocation périodique en vertu d'un accord écrit ou d'une ordonnance judiciaire demeurera déductible par le payeur et continuera d'être incluse dans le revenu du bénéficiaire aux fins de l'impôt.

### **Séparation des pensions alimentaires pour enfants et au profit du conjoint**

En ce moment, les tribunaux de certains ressorts qui accordent une pension alimentaire fixent un montant unique pour les enfants et le conjoint. Les tribunaux devront séparer les pensions alimentaires selon qu'elles sont destinées aux enfants ou au conjoint dans les ordonnances qu'ils rendront le 1<sup>er</sup> mai 1997 ou après cette date.

Lorsque l'accord écrit ou l'ordonnance judiciaire ne précise pas qu'un montant est accordé exclusivement au profit du conjoint, ce montant sera traité comme une pension alimentaire pour enfant aux fins de l'impôt. De même, lorsque l'accord écrit ou l'ordonnance judiciaire prévoit le paiement de certaines dépenses directement à un tiers, les dépenses qui ne sont pas clairement désignées comme engagées exclusivement au profit du conjoint bénéficiaire seront traitées comme une pension pour enfant.

De même, lorsque le total des paiements effectués au profit des enfants et du conjoint dans l'année est inférieur au total des paiements exigibles pour l'année, en vertu d'un accord écrit ou d'une ordonnance, les paiements seront imputés par priorité à la pension alimentaire pour enfant aux fins de l'impôt.

### **Incidences sur les recettes fiscales**

Les règles actuelles de déduction et d'inclusion de la pension entraînent une perte nette de recettes fiscales. On estime que le coût total des règles fiscales existantes pour les gouvernements fédéral et provinciaux s'élèverait à \$410 millions pour l'exercice 1996-97. De cette somme, le gouvernement fédéral devrait supporter un coût estimatif de \$240 millions. Les nouvelles règles fiscales applicables aux pensions alimentaires pour enfants réduiront graduellement ces coûts au fur et à mesure que le nombre d'ordonnances et d'accords assujettis aux nouvelles règles augmentera. On s'attend que le nouveau régime fiscal des pensions alimentaires pour enfants génère, pour le fédéral, des recettes additionnelles de \$15 millions la première année, \$65 millions la deuxième année et \$120 millions la troisième année.

Le but de cette réforme étant d'aider les enfants, le gouvernement réengagera les recettes additionnelles prévues découlant du nouveau régime dans des mesures en faveur des enfants. Plus précisément, elles financeront les coûts de mise en application des Lignes directrices fédérales en matière de pensions alimentaires et les nouvelles mesures d'exécution, et aideront éventuellement au doublement du Supplément au revenu gagné (SARG) sous forme de prestation fiscale fédérale pour enfants.

# Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants

Le Comité du droit de la famille a conclu que la méthode présentement utilisée pour fixer le montant des pensions alimentaires pour enfants était considérée comme subjective, arbitraire et inéquitable. Pour aider les parents, les avocats et les juges à fixer le montant de la pension alimentaire pour enfant à des niveaux équitables et uniformes, le gouvernement incorporera des Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants (les «Lignes directrices») à la *Loi sur le divorce*. Les Lignes directrices fédérales s'appliqueront lorsqu'une ordonnance est rendue dans une cause de divorce. Bien qu'elles ne s'appliqueront pas dans les cas de séparation ou lorsque les parents n'étaient pas mariés – ces situations sont assujetties au droit de la famille provincial ou territorial – le gouvernement fédéral travaille étroitement avec les provinces pour les encourager à adopter des lignes directrices dans leurs compétences respectives. En rendant le régime plus prévisible et en offrant des moyens simplifiés pour mettre à jour les montants accordés, l'établissement des Lignes directrices peut avoir pour effet de réduire les frais juridiques engagés par les parents ainsi que les coûts de l'aide juridique et les frais de fonctionnement des tribunaux supportés par l'État.

Les Lignes directrices sont conçues pour atteindre les objectifs suivants :

- établir des normes équitables de fixation du montant de la pension alimentaire pour enfant de façon que chaque enfant continue à bénéficier des ressources financières de ses deux parents après le divorce;

- réduire les conflits et les tensions en rendant le calcul de la pension pour enfant plus simple et plus objectif;
- accroître l'efficacité du processus judiciaire en guidant les parties et les juges dans la fixation du montant de la pension et en favorisant les règlements;
- garantir un traitement plus uniforme aux parents payeurs, tout en laissant assez de souplesse pour que les montants accordés soient équitables, compte tenu de la situation particulière de chaque famille.

## **Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants**

Les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants constituent une version modifiée du modèle élaboré par le Comité du droit de la famille. Les Lignes directrices comportent trois éléments principaux :

- des tableaux du montant de la pension alimentaire pour enfant;
- des règles de redressement du montant de la pension en fonction de quatre types de dépenses spéciales occasionnées pour les enfants;
- des règles de redressement du montant de la pension en cas de contrainte excessive.

## **Présomption d'application des Lignes directrices**

Les tribunaux devront accorder le montant figurant dans le tableau du montant de la pension alimentaire pour enfant, majoré des dépenses extraordinaires autorisées, à moins de conclure par écrit que ce montant causerait une contrainte excessive pour l'un ou l'autre parent ou pour l'enfant.

Le respect des Lignes directrices ne sera pas obligatoire lorsque les parties négocieront hors cours le montant de la pension alimentaire pour enfant. Elles serviront toutefois de guide pour les parents ainsi que pour les tribunaux, auxquels il incombe d'apprécier le caractère raisonnable des arrangements conclus pour subvenir aux besoins des enfants.

## Tableaux des pensions alimentaires pour enfants

Les tableaux des pensions alimentaires pour enfants font état du montant de base que le parent payeur devrait verser en fonction de son revenu et du nombre d'enfants. Le mot «revenu» sera défini en termes généraux dans les Lignes directrices, mais le revenu d'un nouveau partenaire ou conjoint ne sera pertinent que si le tribunal est appelé à appliquer le critère de la contrainte excessive.

Les montants figurant dans les tableaux sont fixés par l'application d'une formule qui permet de calculer le montant convenable de la pension, en tenant compte des données économiques sur les dépenses moyennes occasionnées par les enfants pour différents niveaux de revenu. Cette formule réserve un montant de base pour assurer la subsistance du parent payeur et tient compte des impôts fédéral et provincial à payer. Des tableaux différents ont été préparés pour chaque province, étant donné que les taux d'imposition varient de l'une à l'autre. Les tableaux pour chaque province et territoire sont en annexe.

## Une nouvelle façon d'aborder la fixation de la pension alimentaire pour enfant

Les lignes directrices qui, comme les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants, fixent le montant de la pension alimentaire sous forme de fraction du revenu du parent payeur sont désignées comme des lignes directrices fixant un pourcentage du revenu. Ce type de lignes directrices est utilisé dans certains États américains et en Nouvelle-Zélande. Elles sont fondées sur un certain nombre de conclusions tirées de recherches économiques effectuées relativement aux coûts occasionnés par les enfants :

- Les dépenses engagées pour les enfants ne sont pas fixes, mais fluctuent avec le revenu de l'un et l'autre parent.
- Le montant qu'une famille dépense pour les enfants est directement lié aux ressources financières des deux parents.
- Les dépenses occasionnées par les enfants augmentent avec le nombre d'enfants, mais les coûts supplémentaires associés à chaque enfant additionnel sont inférieurs étant donné que la famille bénéficie d'économies d'échelle.
- La proportion du revenu familial consacrée aux enfants varie peu d'une région à l'autre.
- L'enfant a le même niveau de vie que le parent qui en a la garde, car ils appartiennent au même ménage.

- Les dépenses occasionnées par les enfants n'étant pas fixes, mais variables en fonction du revenu des deux parents, la contribution du parent payeur peut être calculée indépendamment du revenu du parent qui a la garde. Ce principe permet à l'enfant de bénéficier de la hausse du niveau de vie du parent qui en a la garde, et il reconnaît que la capacité de payer du parent payeur n'augmentera pas si le parent qui a la garde subit une baisse de revenu.
- Le parent qui a la garde de l'enfant contribuera aussi aux besoins de l'enfant en fonction de ses propres moyens. On s'attend à ce que le parent qui a la garde verse une contribution semblable à celle que le parent payeur serait tenu de verser s'il avait un revenu semblable.

Cette nouvelle façon d'aborder la fixation du montant de la pension alimentaire pour enfant constitue une amélioration par rapport au régime existant sous trois aspects fondamentaux.

### **Les montants accordés seront fondés sur les dépenses moyennes occasionnées par les enfants**

En raison des difficultés liées au calcul des dépenses *précises* pour élever un enfant, les Lignes directrices sont fondées sur des études des coûts *moyens* engagés pour élever un enfant. Par suite de l'application de ces lignes directrices, les montants des pensions alimentaires pour enfants seront plus uniformes pour des niveaux de revenu semblables, et plus d'enfants recevront une pension alimentaire adéquate.

### **Les montants accordés tiendront compte du fait que les dépenses fluctuent avec le revenu**

Les montants figurant dans les tableaux sont fondés sur des études économiques qui démontrent que les sommes consacrées aux enfants ne sont pas fixes, mais dépendent directement du niveau de revenu des deux parents et du nombre d'enfants dans la famille. Lorsque le revenu familial augmente, la famille dépense davantage pour les enfants, et les sommes consacrées aux enfants fluctuent avec le revenu de l'un et l'autre parent. De même, bien que les dépenses globales liées aux enfants augmentent avec le nombre, les dépenses supplémentaires engagées pour chaque enfant additionnel ne sont pas aussi élevées que pour les précédents parce que les familles bénéficient d'économies d'échelle.

## **Les enfants bénéficieront des ressources financières de leurs deux parents**

Les Lignes directrices traitent les obligations financières des deux parents séparément. La contribution du parent payeur est fixée en fonction de son revenu, indépendamment du revenu du parent qui a la garde. Les montants figurant dans les tableaux correspondent au montant qu'un parent ayant un niveau de revenu donné dépensera vraisemblablement en moyenne pour son enfant. On s'attend à ce que le parent qui a la garde dépense une part semblable de son revenu pour élever son enfant. De cette façon, l'enfant profitera de la hausse de revenu, ou sera touché par la baisse de revenu de l'un et l'autre de ses parents, comme si ses deux parents vivaient toujours ensemble.

## **Redressement du montant fixé par les Lignes directrices**

Les Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants doivent être assez souples, parce que toutes les familles et tous les enfants ne sont pas dans la même situation. Les Lignes directrices fédérales visent à établir un équilibre entre la nécessité d'accroître l'uniformité et la prévisibilité du montant de la pension alimentaire pour enfant et celle de fixer des montants équitables qui tiennent compte de la situation particulière de chacun. Le montant de la pension peut être redressé de deux façons pour s'adapter aux situations particulières.

## **Dépenses spéciales occasionnées pour les enfants**

Les tableaux du montant de la pension alimentaire pour enfant font état des dépenses moyennes engagées pour les enfants, mais certaines dépenses occasionnées par les enfants ne se prêtent pas à l'établissement d'une moyenne. Pour que les montants accordés soient équitables lorsque des dépenses extraordinaires sont engagées pour les enfants, quatre catégories de dépenses spéciales liées aux enfants peuvent être ajoutées au montant figurant dans le tableau, à condition qu'elles soient raisonnables et nécessaires, compte tenu des besoins de l'enfant et des ressources des parents :

- **les frais de garde** nets des enfants qui ne fréquentent pas l'école à temps plein, ou pour lesquels des arrangements spéciaux sont nécessaires;

- les **frais médicaux et liés à la santé** dépassant \$200 par année par enfant, qui ne sont pas couverts par le régime d'assurance-maladie provincial ou territorial;
- les **frais d'études** primaires, secondaires ou post-secondaires ou les frais rattachés à un programme d'études qui comble les besoins spéciaux de l'enfant;
- les **frais extraordinaires engagés pour des activités parascolaires** qui permettent à l'enfant de développer un intérêt ou un talent particulier, ou de participer à un programme spécialisé.

Dans les situations où il convient de le faire, la contribution du parent payeur à ces dépenses spéciales sera ajoutée au montant figurant dans le tableau.

### **La contrainte excessive**

Le tribunal pourra accorder un montant inférieur ou supérieur à celui figurant dans le tableau, majoré des dépenses extraordinaires, dans les cas où ce montant total cause une contrainte excessive pour l'un ou l'autre parent ou pour l'enfant. La partie qui invoquera la contrainte excessive devra normalement démontrer qu'elle a un niveau de vie inférieur à celui de l'autre partie. Le tribunal pourrait notamment conclure qu'il y a contrainte excessive en présence des éléments suivants :

- un niveau d'endettement anormalement élevé en raison de dépenses raisonnables engagées pour subvenir aux besoins de la famille ou pour gagner sa vie;
- des frais importants liés à l'exercice du droit de visite, tels des frais de déplacement ou d'hébergement;
- des obligations alimentaires envers d'autres enfants ou un conjoint.

Au nom de l'uniformité, on exigera que les tribunaux fournissent des motifs écrits à l'appui d'une ordonnance accordant un montant inférieur ou supérieur au montant établi dans les Lignes directrices.

### ***Redressements nécessaires en cas d'arrangements spéciaux relatifs à la garde***

Les Lignes directrices prévoient une méthode de redressement du montant de la pension en cas de garde partagée (lorsque chaque parent a la garde d'un ou de plusieurs enfants du mariage) et de garde conjointe (lorsque les parents partagent pleinement et également la garde).

### ***Application aux ordonnances alimentaires pour enfants existantes***

Les nouvelles Lignes directrices s'appliqueront aux ordonnances alimentaires pour enfants rendues en vertu de la *Loi sur le divorce* et aux ordonnances qui modifient les ordonnances de pensions alimentaires existantes, rendues après la date à laquelle les Lignes directrices entrent en vigueur.

Ainsi, les nouvelles Lignes directrices et les nouvelles règles fiscales concernant les pensions alimentaires pour enfants n'auront pas automatiquement d'incidence sur les ordonnances alimentaires pour enfants existantes. Si aucun des parents ne demande la modification de l'ordonnance alimentaire existante, celle-ci continuera d'avoir effet indépendamment des Lignes directrices et des modifications aux règles fiscales. Toutefois, l'un ou l'autre des parents sera en mesure de faire une demande auprès du tribunal pour faire modifier leur pension alimentaire afin de refléter les Lignes directrices et le nouveau régime fiscal.

### ***Aide financière aux provinces pour faciliter les modifications***

Le Comité du droit de la famille a reconnu que l'établissement de lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants, de pair avec la modification des règles fiscales applicables aux pensions alimentaires pour enfants, provoquerait une augmentation des demandes de modification d'ordonnances alimentaires pour enfants. Le Comité a insisté sur l'importance d'améliorer les systèmes existants de gestion des tribunaux et de mettre au point de nouveaux mécanismes administratifs provinciaux pour aider les tribunaux à traiter ces demandes. Des régimes accélérés de réévaluation des pensions alimentaires pour enfants permettront au parent payeur de mieux harmoniser ses obligations alimentaires à son revenu en cas de changement.

■ En conséquence, le gouvernement fédéral établira un fond de \$50 millions qui sera utilisé, en partenariat avec les gouvernements provinciaux, pour mettre au point, diriger et mettre en oeuvre des mécanismes administratifs efficaces et peu coûteux qui aideront les parents à obtenir ou à faire modifier une ordonnance alimentaire. Les détails de cette aide financière sous forme de partenariat seront fixés après discussion avec les provinces.

### ***Révision des Lignes directrices après quatre ans***

Pendant quatre ans, le Comité du droit de la famille a effectué des recherches sur la question des pensions alimentaires pour enfants, discuté des lignes directrices qui conviendraient à la société canadienne, conçu son modèle et formulé ses recommandations. Depuis la communication du rapport du Comité, des organismes juridiques, des groupes de femmes, des groupes de pères, des avocats, des universitaires et des membres de la magistrature ont commenté ces recommandations. La réforme globale proposée intègre les améliorations issues du processus de consultation.

Les Lignes directrices redéfiniront la fixation du montant des pensions alimentaires pour enfants. Pour s'assurer que ces Lignes directrices fonctionnent le plus efficacement et le plus équitablement possible, il faut en examiner attentivement l'effet. Le ministère de la Justice du Canada en surveillera et en évaluera l'application au cours des quatre années qui suivront leur entrée en vigueur. Toutes les personnes qui utiliseront les Lignes directrices – parents, médiateurs, avocats et juges – seront invitées à fournir des renseignements. On procédera aussi à des recherches sur l'incidence des Lignes directrices. On se fondera sur l'expérience pour améliorer davantage ces dernières.

Les résultats de cette évaluation seront soumis au Parlement afin que les responsables de la législation et le public puissent y avoir accès.

### ***Comité consultatif***

Le ministère de la Justice du Canada constituera un Comité consultatif qui le secondera pour la mise en oeuvre des Lignes directrices et recommandera des changements qui feront fonctionner plus efficacement le système de droit familial.

# Pour une exécution plus efficace des ordonnances alimentaires

Les enfants ne pourront profiter de pensions alimentaires plus équitables que si elles sont versées au complet et à temps. La perception des pensions alimentaires et l'exécution des ordonnances alimentaires incombent d'abord et avant tout aux organismes provinciaux et territoriaux d'exécution des ordonnances alimentaires, et bon nombre des mécanismes efficaces sont à leur seule disposition. Toutefois, le gouvernement fédéral a appuyé leur travail en finançant l'élaboration et l'amélioration de programmes d'exécution et en aidant ces organismes à dépister les débiteurs alimentaires et à effectuer la saisie-arrêt des paiements fédéraux dûs aux débiteurs défaillants.

Le budget propose de vastes mesures fédérales visant à aider les organismes provinciaux et territoriaux d'exécution des ordonnances alimentaires à veiller à ce que les obligations alimentaires à l'égard de la famille soient respectées.

## **Comment régler le cas des débiteurs défaillants chroniques**

La plupart des parents agissent de façon responsable et avec soin. Bon nombre payent leur pension à temps et sans omission. Certains omettent d'effectuer des paiements en raison de contretemps, tel que la perte d'un emploi. Cependant, certains s'obstinent à refuser de payer. La société canadienne ne peut plus tolérer que la pension

alimentaire pour enfant constitue un outil de négociation ou une dépense discrétionnaire. Trois nouvelles mesures s'attaqueront directement au problème des manquements chroniques :

- une nouvelle initiative de suspension des licences et permis fédéraux;
- le dépistage élargi des débiteurs défaillants;
- des pouvoirs accrus d'utilisation des prestations de retraite fédérales pour payer les arrérages de pensions alimentaires.

### **Initiative de suspension des licences et permis fédéraux**

Il faut disposer de certains instruments de persuasion particuliers pour faire fléchir les débiteurs alimentaires qui persistent à ne pas respecter leurs obligations alimentaires. Une nouvelle initiative de suspension des licences et permis fédéraux répond à ce besoin. À la demande d'un organisme provincial ou territorial d'exécution des ordonnances alimentaires, le gouvernement fédéral suspendra les permis, privilèges et certificats visés appartenant à un débiteur alimentaire qui a manqué à ses obligations alimentaires au cours de trois mois consécutifs ou qui a accumulé des arrérages de \$3,000. La suspension de permis sera utilisée en dernier ressort, lorsque les autres mesures d'exécution auront échoué. L'organisme d'exécution des ordonnances alimentaires avisera le débiteur défaillant de son intention de demander la suspension des licences et permis fédéraux. Ainsi, le débiteur aura l'occasion d'éviter une telle suspension en prenant des dispositions de paiement avec l'organisme d'exécution.

Au départ, la mesure s'appliquera aux passeports et à certains permis et certificats d'aviation et de marine. Le gouvernement continuera à étudier la possibilité d'inclure dans le programme d'autres permis et certificats délivrés par le gouvernement fédéral.

### **Recherches élargies en vue de dépister les débiteurs défaillants**

Le gouvernement fédéral aide déjà les organismes provinciaux et territoriaux d'exécution des ordonnances alimentaires à dépister les débiteurs défaillants en scrutant certaines banques de données fédérales pour trouver l'adresse personnelle et professionnelle des personnes qui doivent des versements de pension alimentaire.

■ Afin d'améliorer l'efficacité de ce service, Revenu Canada sera ajouté à la liste des ministères fédéraux dont les banques de données peuvent être scrutées, à la demande des organismes provinciaux d'exécution, pour trouver des renseignements au sujet des adresses personnelles, des noms et adresses des employeurs pour repérer les personnes qui ont violé des ordonnances d'exécution en matière familiale. La confidentialité des renseignements fournis par Revenu Canada sera préservée pour que ceux-ci servent uniquement à dépister les débiteurs alimentaires défaillants et à les amener à verser la pension alimentaire.

### **Pouvoirs accrus de distraction des prestations de retraite fédérales**

Les prestations de retraite fédérales peuvent actuellement servir à compenser pour certains arrérages alimentaires. Cependant, des règles techniques ont nui à l'utilisation de ces pouvoirs dans certains cas.

■ La législation fédérale sera modifiée de manière à permettre la distraction de telles prestations dans un plus grand nombre de cas et à maximiser les prestations de retraite qui peuvent être appliquées aux obligations alimentaires.

### **Étude de faisabilité d'un programme sur les personnes embauchées pour la première fois**

Plusieurs États américains recueillent des renseignements sur les nouveaux employés auprès des employeurs pour que les organismes d'exécution des ordonnances alimentaires puissent dépister les débiteurs défaillants et commencer à percevoir des arrérages le plus rapidement possible. Une loi fédérale américaine récente exige que tous les organismes de l'État aient de tels programmes de «nouveaux employés» ou de «déclaration de l'employeur» et qu'ils transmettent leurs données sur les «nouveaux employés» et sur les «employés réembauchés» à un registre national.

■ Le gouvernement du Canada effectuera une étude de faisabilité pour examiner les coûts, les avantages et les inconvénients de diverses options concernant un système national de déclaration des nouveaux employés et des employés réembauchés au Canada afin d'aider les organismes d'exécution.

## **Renforcement des programmes d'exécution des ordonnances alimentaires**

De nombreux changements apparemment mineurs et graduels peuvent avoir des répercussions sur le problème des débiteurs défaillants. À titre d'exemple, les modifications proposées à la *Loi sur la faillite* donneront priorité aux réclamations pour pensions alimentaires impayées dans le processus de faillite. Le présent budget comporte un train de mesures supplémentaires qui visent à renforcer les services fédéraux d'exécution et à appuyer les efforts des provinces et des territoires pour rendre leurs programmes d'exécution plus efficaces.

## **Modifier les attitudes**

Les manquements chroniques reflètent souvent des attitudes inacceptables à l'égard des obligations alimentaires, comme le fait de considérer ces obligations comme un instrument de négociation entre d'ex-conjoints aigris. Cependant, les Canadiens tolèrent de moins en moins cette façon de penser et le comportement qui en découle et qui nuit au bien-être des enfants, des parents qui ont la garde, et de la société dans son ensemble.

■ Le gouvernement fédéral financera par conséquent une campagne nationale de sensibilisation du public à la modification des attitudes de la société à l'égard des obligations alimentaires. Le gouvernement fédéral collaborera avec les organismes provinciaux et territoriaux d'exécution des ordonnances alimentaires pour mettre en place une campagne unifiée qui soit à la fois d'envergure nationale et ouverte aux préoccupations des régions.

## **Aide financière favorisant une exécution plus rigoureuse**

Au cours des dernières années, plusieurs provinces ont adopté des mécanismes plus dynamiques de perception des pensions alimentaires, comme les retenues sur le salaire et la suspension de licences et permis délivrés par les provinces. Nous appuyons pleinement cette orientation et nous encourageons les autres provinces à ce faire.

■ Le gouvernement fédéral versera \$13.7 millions sur cinq ans à des projets communs du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires qui favorisent :

- une plus grande utilisation de méthodes novatrices d'exécution;
- des programmes d'exécution plus rigoureux;
- la perception rationalisée des pensions en vertu des ordonnances rendues en dehors de la province.

### **Coordination améliorée des activités fédérales d'exécution des ordonnances alimentaires**

Un nouveau poste de directeur fédéral de l'exécution des ordonnances alimentaires sera créé au ministère de la Justice. Le titulaire sera chargé de coordonner les activités d'exécution à l'échelon fédéral et de collaborer avec les provinces et les territoires pour rendre les services d'exécution plus efficaces et efficaces.

### **Amélioration technologique des programmes d'exécution fédéral et provinciaux**

■ Le gouvernement fédéral fournira des fonds pour que les services d'exécution du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires puissent communiquer en direct par ordinateur. Cette mesure facilitera :

- le traitement accéléré des demandes de saisie-arrêt et de dépistage;
- la perception plus rapide et mieux uniformisée auprès des débiteurs qui se trouvent à l'extérieur de la province.

■ Le système informatique fédéral scrutait auparavant les banques de données fédérales pour trouver des renseignements qui aideraient à dépister les débiteurs alimentaires défaillants. Il sera mis à niveau pour accélérer le traitement des demandes et augmenter la flexibilité et l'ampleur des recherches.

### **Procédures rationalisées de saisie-arrêt des paiements fédéraux**

■ Le gouvernement fédéral procède à la saisie-arrêt de quelque \$53 millions annuellement à même les remboursements d'impôt, les prestations d'assurance-chômage et d'autres paiements fédéraux dus

aux débiteurs alimentaires. Les salaires et prestations de retraite d'employés fédéraux peuvent également être saisis à cette fin.

- Les procédures seront rationalisées pour rendre ces services plus efficaces.

## **Cibler les nouveaux mécanismes d'exécution**

À l'heure actuelle, il est impossible de déterminer les taux nationaux d'observation des ordonnances alimentaires et de manquement à celles-ci, étant donné que les organismes provinciaux et territoriaux d'exécution n'utilisent pas une méthode uniformisée d'analyse et de présentation des données. En outre, on a consacré peu d'efforts à tenter d'établir les causes des manquements. De meilleurs renseignements contribueraient à orienter des mécanismes plus efficaces d'exécution des ordonnances alimentaires.

- **Développement d'une base de données statistiques** : Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) recevra des fonds pour effectuer un sondage national annuel sur l'observation et l'exécution des ordonnances alimentaires. Les données compilées des systèmes informatisés des programmes provinciaux et territoriaux d'exécution des ordonnances alimentaires seront analysées et feront l'objet d'un rapport annuel. Ces données constitueront le fondement de recherches supplémentaires.

- **Appui à l'élaboration de programmes et de politiques** : Le ministère de la Justice du Canada étudiera la nature et la portée de l'observation des ordonnances alimentaires et des manquements à celles-ci et examinera les rapports entre l'observation des ordonnances alimentaires et les questions de garde et de droits de visite.

## **Examen continu**

Ces nouvelles mesures auront, ensemble, des répercussions cumulatives sur le problème de l'exécution des ordonnances alimentaires. Le gouvernement continuera à réexaminer la législation et les politiques fédérales afin de trouver de nouveaux moyens de renforcer le message du respect des obligations alimentaires.

# Doubler le maximum du supplément au revenu gagné

Depuis que les allocations familiales ont été introduites pour la première fois, en 1945, le Canada a admis que les familles qui ont des enfants ont des responsabilités particulières et que les gouvernements doivent leur apporter une aide. Cette année, le gouvernement fédéral fournira plus de \$5 milliards en aide à plus de trois millions de familles par l'intermédiaire de la Prestation fiscale pour enfants. Cette prestation est exonérée d'impôt, fondée sur le revenu et versée mensuellement.

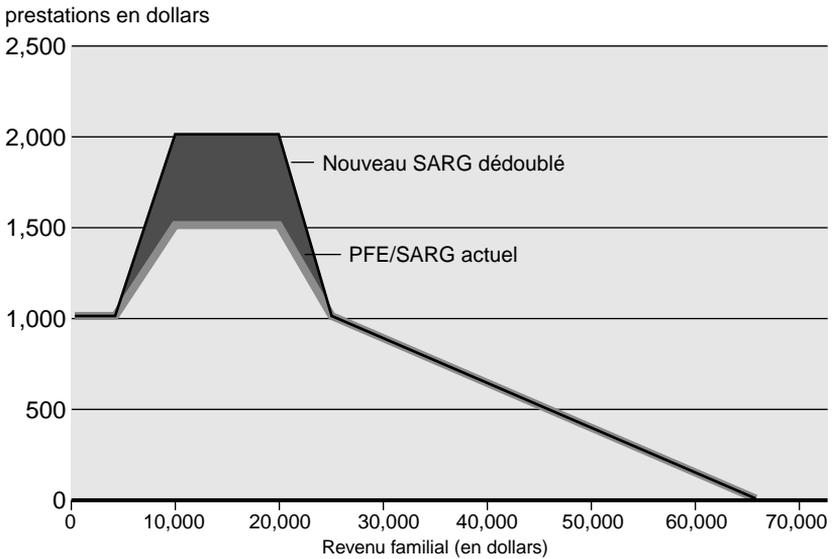
■ Les versements maximaux sont attribués aux familles dont le revenu net est inférieur à \$25,921 et comprennent une prestation de base de \$1,020 par enfant, \$75 supplémentaires à partir du troisième enfant de chaque famille, un supplément additionnel de \$213 pour chaque enfant âgé de moins de sept ans lorsqu'aucune dépense pour la garde d'enfants n'est réclamée, et, enfin, un supplément au revenu gagné d'au plus \$500 pour les familles à faible revenu qui travaillent.

Le gouvernement comprend les difficultés auxquelles font face les parents qui travaillent et gagnent un faible revenu. Il s'est également engagé à utiliser, pour le bien-être des enfants, les gains de revenus découlant des nouvelles règles fiscales en matière de pensions alimentaires. Ainsi, dans cet ensemble de mesures visant les enfants, le gouvernement doublera le maximum annuel de Supplément au revenu gagné jusqu'à \$1,000. En raison de l'importance que nous accordons à l'amélioration du niveau de vie des enfants de familles à faible revenu, nous instaurons cette mesure à

ce moment – en réaffectant des fonds d’autres dépenses gouvernementales – même si les gains de revenus provenant des nouvelles règles fiscales ne seront pas réalisés avant un certain temps. Cette mesure augmentera l’aide consentie aux familles à faible revenu qui travaillent et aidera les parents qui travaillent à compenser une plus grande partie des frais supplémentaires découlant de leurs emplois.

**Graphique 1**

*Prestation fiscale pour enfant (PFE) ajouté au supplément au revenu gagné (SARG) dédoublé pour un foyer comptant un enfant de plus de six ans*



Source : Développement de ressources humaines.

■ L’admissibilité au SARG demeurera la même. Les familles continueront à recevoir des prestations de SARG lorsque leurs gains atteindront \$3,750 et ces prestations prendront fin lorsque le revenu net de la famille atteindra \$25,921. Les autres éléments de la prestation fiscale pour enfants demeureront inchangés.

Tableau 1

*Prestations améliorées pour les familles avec enfants*

Revenu familial net <sup>1</sup>	Supplément au revenu gagné (à partir de juillet 1998)	Nouveau versement moyen <sup>2</sup> (comb. PFE/SARG)	Différence
(en dollars)			
3,000	0	1,020	0
5,000	200	1,220	100
10,000	1,000	2,020	500
15,000	1,000	2,020	500
20,000	1,000	2,020	500
25,000	184	1,204	92
30,000	0	918	0

<sup>1</sup> Suppose que le revenu net se compose entièrement de gains de travail.

<sup>2</sup> Pour une famille comptant un enfant de plus de six ans.

■ Plus de 700,000 familles qui travaillent bénéficieront d'une augmentation du supplément au revenu gagné. La prestation moyenne qu'ils reçoivent passera de \$350 à \$700 par année. Quelque 250,000 familles recevront l'augmentation maximale de \$500.

■ Une fois totalement en vigueur en juillet 1998, les prestations versées aux familles à faible revenu seront augmentées de \$250 millions par année.

■ Environ le tiers des familles qui profiteront de la hausse du SARG sont des familles monoparentales.

L'augmentation du supplément au revenu gagné se fera graduellement sur une période de deux ans. Le maximum sera porté de \$500 à \$750 à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1997. Il sera ensuite augmenté à \$750 à \$1,000 en juillet 1998.

C'est le document de travail fédéral portant sur l'amélioration de la sécurité sociale au Canada qui, le premier, a proposé de doubler le SARG. Cette proposition a par la suite été recommandée par le Comité permanent du développement des ressources humaines, lorsqu'il a fait rapport sur la réforme de la sécurité sociale.

Cette proposition reflète la détermination du gouvernement à aider les familles à faibles revenus qui travaillent à absorber les coûts supplémentaires qui leur sont imposés lorsqu'elles doivent combiner le travail à l'extérieur de la maison à la tâche importante d'élever leurs enfants.

## **Conclusion**

Les nouvelles règles en matière de pensions alimentaires sont conçues pour protéger les droits des enfants. Ces changements globaux simplifieront les règles fiscales en la matière, établiront des niveaux équitables et uniformes de prestation, offriront de nouveaux mécanismes pour assurer le versement de la pension, et fourniront une aide accrue aux familles à faible revenu. Au cœur de toutes ces mesures figure l'engagement du gouvernement à assurer que les enfants canadiens dont les parents se séparent ou divorcent reçoivent l'appui financier qu'ils méritent.

# **Annexe**

## **Tableaux des pensions alimentaires pour enfants**

**Ontario**

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
0 - 6,754	0	0	0	0	0	0
6,755 - 7,000	8	9	10	11	11	11
7,001 - 8,000	40	45	50	55	55	55
8,001 - 9,000	71	80	89	99	99	99
9,001 - 10,000	79	93	106	120	120	120
10,001 - 12,000	109	148	170	192	192	192
12,001 - 14,000	119	202	232	262	262	262
14,001 - 16,000	131	238	293	332	332	332
16,001 - 18,000	143	261	355	402	402	402
18,001 - 20,000	166	285	388	472	472	472
20,001 - 22,000	197	308	420	512	542	542
22,001 - 24,000	217	338	452	551	612	612
24,001 - 26,000	235	378	484	590	678	682
26,001 - 28,000	249	413	515	623	718	743
28,001 - 30,000	262	439	554	655	755	800
30,001 - 32,000	273	457	585	686	782	839
32,001 - 34,000	288	481	625	734	818	887
34,001 - 36,000	304	506	666	784	867	937
36,001 - 38,000	319	531	699	835	919	988
38,001 - 40,000	335	555	730	873	970	1,040
40,001 - 42,000	350	579	762	911	1,022	1,092
42,001 - 44,000	366	603	793	948	1,074	1,143
44,001 - 46,000	382	628	825	987	1,120	1,233
46,001 - 48,000	398	653	858	1,025	1,164	1,280
48,001 - 50,000	414	679	890	1,063	1,207	1,328
50,001 - 52,000	430	704	922	1,101	1,250	1,376
52,001 - 54,000	444	726	952	1,137	1,290	1,420
54,001 - 56,000	458	748	981	1,171	1,330	1,464
56,001 - 58,000	473	772	1,012	1,208	1,371	1,509
58,001 - 60,000	488	795	1,041	1,242	1,410	1,552
60,001 - 62,000	501	817	1,069	1,275	1,447	1,592
62,001 - 64,000	515	838	1,096	1,308	1,483	1,633
64,001 - 66,000	528	858	1,122	1,338	1,519	1,671
66,001 - 68,000	540	878	1,149	1,370	1,554	1,710
68,001 - 70,000	553	898	1,174	1,400	1,588	1,748
70,001 - 72,000	565	918	1,199	1,430	1,623	1,785
72,001 - 74,000	578	938	1,225	1,461	1,657	1,823

**Ontario** (suite)

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
74,001 - 76,000	591	958	1,251	1,492	1,692	1,861
76,001 - 78,000	604	978	1,278	1,523	1,727	1,899
78,001 - 80,000	617	998	1,303	1,553	1,761	1,937
80,001 - 82,000	630	1,018	1,330	1,584	1,796	1,975
82,001 - 84,000	643	1,039	1,355	1,615	1,830	2,013
84,001 - 86,000	656	1,059	1,381	1,645	1,865	2,051
86,001 - 88,000	669	1,079	1,408	1,676	1,900	2,089
88,001 - 90,000	682	1,099	1,433	1,707	1,935	2,127
90,001 - 92,000	695	1,120	1,460	1,738	1,969	2,165
92,001 - 94,000	708	1,140	1,485	1,768	2,004	2,203
94,001 - 96,000	721	1,160	1,512	1,799	2,039	2,241
96,001 - 98,000	734	1,180	1,538	1,830	2,073	2,279
98,001 - 100,000	747	1,200	1,563	1,860	2,108	2,318
100,001 - 102,000	760	1,221	1,590	1,891	2,143	2,355
102,001 - 104,000	773	1,241	1,615	1,922	2,177	2,393
104,001 - 106,000	786	1,261	1,642	1,953	2,212	2,431
106,001 - 108,000	799	1,281	1,668	1,983	2,247	2,470
108,001 - 110,000	812	1,302	1,693	2,014	2,281	2,508
110,001 - 112,000	825	1,322	1,720	2,045	2,316	2,545
112,001 - 114,000	838	1,342	1,745	2,075	2,351	2,583
114,001 - 116,000	851	1,363	1,772	2,106	2,385	2,621
116,001 - 118,000	864	1,383	1,798	2,137	2,420	2,660
118,001 - 120,000	877	1,403	1,824	2,168	2,455	2,698
120,001 - 122,000	890	1,423	1,850	2,199	2,490	2,735
122,001 - 124,000	903	1,443	1,875	2,229	2,524	2,773
124,001 - 126,000	916	1,463	1,902	2,260	2,559	2,812
126,001 - 128,000	929	1,484	1,928	2,291	2,593	2,850
128,001 - 130,000	942	1,504	1,954	2,322	2,628	2,888
130,001 - 132,000	955	1,524	1,980	2,352	2,663	2,925
132,001 - 134,000	968	1,545	2,005	2,383	2,698	2,963
134,001 - 136,000	981	1,565	2,032	2,414	2,732	3,002
136,001 - 138,000	994	1,585	2,058	2,445	2,767	3,040
138,001 - 140,000	1,007	1,605	2,084	2,475	2,802	3,078
140,001 - 142,000	1,020	1,625	2,110	2,506	2,836	3,115
142,001 - 144,000	1,033	1,645	2,136	2,537	2,871	3,154
144,001 - 146,000	1,046	1,666	2,162	2,568	2,905	3,192
146,001 - 148,000	1,059	1,686	2,188	2,598	2,940	3,230
148,001 - 150,000	1,072	1,706	2,214	2,629	2,975	3,268
Revenus supérieurs à \$150,000	\$1,072 plus 0.71% de l'excé- dent	\$1,706 plus 1.14% de l'excé- dent	\$2,214 plus 1.48% de l'excé- dent	\$2,629 plus 1.75% de l'excé- dent	\$2,975 plus 1.98% de l'excé- dent	\$3,268 plus 2.18% de l'excé- dent

## Québec

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
0 - 6,754	0	0	0	0	0	0
6,755 - 7,000	8	9	10	11	11	11
7,001 - 8,000	41	46	51	57	57	57
8,001 - 9,000	74	83	93	102	102	102
9,001 - 10,000	106	120	133	147	147	147
10,001 - 12,000	115	166	188	210	210	210
12,001 - 14,000	116	211	241	272	272	272
14,001 - 16,000	120	225	292	330	330	330
16,001 - 18,000	125	240	332	389	389	389
18,001 - 20,000	137	255	356	438	447	447
20,001 - 22,000	156	273	380	468	506	506
22,001 - 24,000	175	303	402	498	562	562
24,001 - 26,000	194	330	438	526	612	617
26,001 - 28,000	208	353	468	560	640	664
28,001 - 30,000	221	374	496	595	676	708
30,001 - 32,000	230	391	521	625	710	742
32,001 - 34,000	246	416	550	660	750	784
34,001 - 36,000	263	440	580	694	789	825
36,001 - 38,000	281	464	610	729	828	868
38,001 - 40,000	299	488	640	764	867	912
40,001 - 42,000	315	512	669	798	906	955
42,001 - 44,000	333	537	700	833	945	998
44,001 - 46,000	348	562	731	870	986	1,084
46,001 - 48,000	363	586	763	907	1,027	1,128
48,001 - 50,000	378	609	794	944	1,068	1,173
50,001 - 52,000	392	631	823	980	1,108	1,217
52,001 - 54,000	406	654	852	1,014	1,148	1,260
54,001 - 56,000	420	676	880	1,048	1,187	1,304
56,001 - 58,000	434	698	908	1,080	1,224	1,346
58,001 - 60,000	448	719	935	1,113	1,261	1,386
60,001 - 62,000	461	740	962	1,145	1,297	1,425
62,001 - 64,000	475	760	988	1,175	1,332	1,464
64,001 - 66,000	487	780	1,014	1,205	1,365	1,501
66,001 - 68,000	499	800	1,040	1,236	1,400	1,539
68,001 - 70,000	513	820	1,066	1,267	1,435	1,577
70,001 - 72,000	525	840	1,092	1,298	1,470	1,615
72,001 - 74,000	538	860	1,118	1,329	1,505	1,653
74,001 - 76,000	552	881	1,144	1,360	1,540	1,692
76,001 - 78,000	565	901	1,170	1,391	1,575	1,730
78,001 - 80,000	578	922	1,197	1,422	1,609	1,768
80,001 - 82,000	591	942	1,223	1,453	1,644	1,806
82,001 - 84,000	604	962	1,249	1,483	1,679	1,845

## Québec (suite)

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
84,001 - 86,000	617	983	1,275	1,515	1,714	1,883
86,001 - 88,000	630	1,003	1,301	1,545	1,749	1,921
88,001 - 90,000	643	1,023	1,328	1,576	1,784	1,959
90,001 - 92,000	656	1,044	1,353	1,607	1,818	1,997
92,001 - 94,000	669	1,064	1,380	1,638	1,853	2,035
94,001 - 96,000	682	1,084	1,406	1,669	1,888	2,074
96,001 - 98,000	695	1,105	1,432	1,700	1,923	2,112
98,001 - 100,000	708	1,125	1,458	1,731	1,958	2,150
100,001 - 102,000	722	1,145	1,484	1,762	1,993	2,188
102,001 - 104,000	735	1,165	1,510	1,793	2,028	2,227
104,001 - 106,000	748	1,186	1,537	1,823	2,063	2,265
106,001 - 108,000	761	1,206	1,563	1,854	2,098	2,303
108,001 - 110,000	774	1,227	1,589	1,885	2,132	2,341
110,001 - 112,000	787	1,247	1,615	1,916	2,167	2,380
112,001 - 114,000	800	1,267	1,641	1,947	2,202	2,418
114,001 - 116,000	813	1,288	1,667	1,978	2,237	2,456
116,001 - 118,000	826	1,308	1,693	2,009	2,272	2,494
118,001 - 120,000	839	1,328	1,720	2,040	2,307	2,532
120,001 - 122,000	852	1,349	1,746	2,070	2,341	2,570
122,001 - 124,000	865	1,369	1,772	2,102	2,376	2,609
124,001 - 126,000	878	1,389	1,798	2,133	2,411	2,647
126,001 - 128,000	891	1,410	1,824	2,163	2,446	2,685
128,001 - 130,000	905	1,430	1,850	2,194	2,481	2,723
130,001 - 132,000	918	1,450	1,876	2,225	2,516	2,762
132,001 - 134,000	931	1,470	1,903	2,256	2,550	2,800
134,001 - 136,000	944	1,491	1,929	2,287	2,585	2,838
136,001 - 138,000	957	1,511	1,955	2,318	2,620	2,876
138,001 - 140,000	970	1,532	1,981	2,349	2,655	2,915
140,001 - 142,000	983	1,552	2,007	2,380	2,690	2,953
142,001 - 144,000	996	1,573	2,033	2,410	2,725	2,991
144,001 - 146,000	1,009	1,593	2,060	2,441	2,760	3,029
146,001 - 148,000	1,022	1,613	2,085	2,473	2,795	3,067
148,001 - 150,000	1,035	1,633	2,112	2,503	2,830	3,105
Revenus supérieurs à \$150,000	\$1,035 plus 0.69% de l'excé- dent	\$1,633 plus 1.09% de l'excé- dent	\$2,112 plus 1.41% de l'excé- dent	\$2,503 plus 1.67% de l'excé- dent	\$2,830 plus 1.89% de l'excé- dent	\$3,105 plus 2.07% de l'excé- dent

**Nouvelle-Écosse**

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
0 - 6,754	0	0	0	0	0	0
6,755 - 7,000	8	9	10	11	11	11
7,001 - 8,000	41	46	52	57	57	57
8,001 - 9,000	69	78	88	97	97	97
9,001 - 0,000	94	108	121	135	135	135
10,001 - 2,000	114	166	188	209	209	209
12,001 - 14,000	124	220	251	281	281	281
14,001 - 16,000	137	241	311	349	349	349
16,001 - 18,000	154	268	360	413	413	413
18,001 - 20,000	177	301	400	481	485	485
20,001 - 22,000	197	333	441	529	557	557
22,001 - 24,000	216	364	481	576	629	629
24,001 - 26,000	235	393	519	623	700	700
26,001 - 28,000	249	417	552	662	753	764
28,001 - 30,000	262	440	582	699	795	823
30,001 - 32,000	272	458	607	728	829	862
32,001 - 34,000	287	481	636	763	869	909
34,001 - 36,000	302	505	666	799	909	958
36,001 - 38,000	318	528	697	835	950	1,009
38,001 - 40,000	333	553	728	872	991	1,060
40,001 - 42,000	348	577	759	908	1,033	1,111
42,001 - 44,000	364	600	790	945	1,074	1,162
44,001 - 46,000	380	625	822	983	1,116	1,230
46,001 - 48,000	396	650	854	1,020	1,159	1,277
48,001 - 50,000	412	675	886	1,058	1,202	1,323
50,001 - 52,000	428	700	918	1,096	1,245	1,370
52,001 - 54,000	444	725	950	1,134	1,288	1,417
54,001 - 56,000	460	750	982	1,172	1,330	1,464
56,001 - 58,000	476	775	1,014	1,210	1,373	1,511
58,001 - 60,000	492	799	1,045	1,247	1,414	1,556
60,001 - 62,000	505	820	1,073	1,279	1,451	1,597
62,001 - 64,000	515	839	1,098	1,310	1,486	1,635
64,001 - 66,000	528	859	1,123	1,340	1,520	1,673
66,001 - 68,000	541	879	1,150	1,371	1,556	1,712
68,001 - 70,000	554	900	1,177	1,403	1,591	1,751
70,001 - 72,000	568	920	1,203	1,434	1,627	1,790
72,001 - 74,000	581	941	1,230	1,466	1,663	1,829
74,001 - 76,000	594	962	1,256	1,498	1,698	1,868
76,001 - 78,000	608	983	1,283	1,529	1,734	1,907
78,001 - 80,000	621	1,003	1,310	1,560	1,769	1,946
80,001 - 82,000	633	1,023	1,336	1,591	1,804	1,984
82,001 - 84,000	645	1,043	1,360	1,620	1,838	2,021

**Nouvelle-Écosse** (suite)

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
84,001 - 86,000	658	1,062	1,386	1,651	1,871	2,058
86,001 - 88,000	670	1,082	1,412	1,681	1,906	2,096
88,001 - 90,000	683	1,102	1,437	1,711	1,940	2,133
90,001 - 92,000	696	1,122	1,463	1,742	1,974	2,171
92,001 - 94,000	709	1,142	1,489	1,772	2,008	2,208
94,001 - 96,000	722	1,162	1,514	1,803	2,043	2,246
96,001 - 98,000	735	1,182	1,540	1,833	2,077	2,283
98,001 - 100,000	748	1,202	1,566	1,863	2,111	2,321
100,001 - 102,000	760	1,222	1,591	1,894	2,145	2,359
102,001 - 104,000	773	1,242	1,617	1,924	2,180	2,396
104,001 - 106,000	786	1,262	1,643	1,955	2,214	2,434
106,001 - 108,000	799	1,282	1,668	1,985	2,248	2,471
108,001 - 110,000	812	1,302	1,694	2,015	2,283	2,509
110,001 - 112,000	825	1,322	1,720	2,045	2,317	2,546
112,001 - 114,000	838	1,342	1,745	2,076	2,351	2,584
114,001 - 116,000	850	1,362	1,771	2,106	2,385	2,621
116,001 - 118,000	863	1,382	1,797	2,137	2,420	2,659
118,001 - 120,000	876	1,402	1,823	2,167	2,454	2,697
120,001 - 122,000	889	1,422	1,848	2,198	2,488	2,734
122,001 - 124,000	902	1,442	1,874	2,228	2,523	2,772
124,001 - 126,000	915	1,462	1,900	2,258	2,557	2,809
126,001 - 128,000	928	1,482	1,925	2,288	2,591	2,847
128,001 - 130,000	940	1,502	1,951	2,319	2,625	2,884
130,001 - 132,000	953	1,522	1,977	2,349	2,659	2,922
132,001 - 134,000	966	1,542	2,003	2,380	2,694	2,960
134,001 - 136,000	979	1,562	2,028	2,410	2,728	2,997
136,001 - 138,000	992	1,582	2,054	2,440	2,762	3,035
138,001 - 140,000	1,005	1,602	2,080	2,470	2,796	3,072
140,001 - 142,000	1,018	1,622	2,105	2,501	2,831	3,110
142,001 - 144,000	1,030	1,642	2,131	2,531	2,865	3,147
144,001 - 146,000	1,043	1,662	2,157	2,562	2,899	3,185
146,001 - 148,000	1,056	1,682	2,183	2,592	2,933	3,222
148,001 - 150,000	1,069	1,702	2,208	2,623	2,968	3,260
Revenus supérieurs à \$150,000	\$1,069 plus 0.71% de l'excé- dent	\$1,702 plus 1.13% de l'excé- dent	\$2,208 plus 1.47% de l'excé- dent	\$2,623 plus 1.75% de l'excé- dent	\$2,968 plus 1.98% de l'excé- dent	\$3,260 plus 2.17% de l'excé- dent

**Nouveau-Brunswick**

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					Six ou plus
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	
	(en dollars)					
0 - 6,754	0	0	0	0	0	0
6,755 - 7,000	6	7	8	9	9	9
7,001 - 8,000	31	36	41	46	46	46
8,001 - 9,000	55	64	74	83	83	83
9,001 - 10,000	80	93	107	120	120	120
10,001 - 12,000	105	150	172	194	194	194
12,001 - 14,000	119	204	234	265	265	265
14,001 - 16,000	138	243	297	335	335	335
16,001 - 18,000	157	272	359	406	406	406
18,001 - 20,000	175	301	402	477	477	477
20,001 - 22,000	194	330	440	529	548	548
22,001 - 24,000	213	360	477	573	618	618
24,001 - 26,000	232	389	514	617	689	689
26,001 - 28,000	245	413	546	655	747	751
28,001 - 30,000	258	435	576	692	788	809
30,001 - 32,000	268	453	600	721	821	846
32,001 - 34,000	283	475	629	755	860	892
34,001 - 36,000	298	498	659	790	899	938
36,001 - 38,000	313	522	689	826	940	987
38,001 - 40,000	328	545	719	861	980	1,036
40,001 - 42,000	343	569	749	897	1,020	1,086
42,001 - 44,000	358	592	780	933	1,060	1,135
44,001 - 46,000	374	617	811	970	1,103	1,215
46,001 - 48,000	389	641	842	1,007	1,144	1,260
48,001 - 50,000	405	665	874	1,044	1,186	1,306
50,001 - 52,000	421	690	905	1,081	1,228	1,352
52,001 - 54,000	436	714	937	1,118	1,270	1,398
54,001 - 56,000	452	739	968	1,155	1,312	1,444
56,001 - 58,000	468	763	1,000	1,193	1,354	1,490
58,001 - 60,000	483	787	1,030	1,228	1,394	1,534
60,001 - 62,000	498	809	1,058	1,263	1,433	1,576
62,001 - 64,000	511	831	1,087	1,296	1,470	1,618
64,001 - 66,000	524	852	1,114	1,328	1,507	1,658
66,001 - 68,000	538	873	1,141	1,360	1,543	1,698
68,001 - 70,000	552	895	1,169	1,393	1,580	1,739
70,001 - 72,000	566	916	1,197	1,426	1,618	1,780
72,001 - 74,000	580	938	1,225	1,459	1,655	1,820
74,001 - 76,000	593	960	1,253	1,492	1,692	1,861
76,001 - 78,000	608	981	1,280	1,525	1,729	1,902
78,001 - 80,000	621	1,003	1,308	1,558	1,766	1,943
80,001 - 82,000	635	1,025	1,336	1,591	1,803	1,983
82,001 - 84,000	649	1,046	1,364	1,624	1,840	2,024

**Nouveau-Brunswick** (suite)

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
84,001 - 86,000	663	1,068	1,392	1,657	1,878	2,065
86,001 - 88,000	677	1,090	1,420	1,690	1,915	2,105
88,001 - 90,000	691	1,111	1,448	1,723	1,952	2,146
90,001 - 92,000	705	1,133	1,475	1,755	1,989	2,187
92,001 - 94,000	718	1,154	1,503	1,788	2,025	2,226
94,001 - 96,000	731	1,174	1,529	1,819	2,061	2,265
96,001 - 98,000	744	1,195	1,555	1,851	2,097	2,305
98,001 - 100,000	758	1,216	1,583	1,883	2,133	2,344
100,001 - 102,000	771	1,237	1,610	1,915	2,169	2,384
102,001 - 104,000	785	1,258	1,637	1,946	2,205	2,423
104,001 - 106,000	798	1,279	1,664	1,978	2,241	2,463
106,001 - 108,000	812	1,300	1,691	2,010	2,277	2,502
108,001 - 110,000	825	1,321	1,718	2,042	2,313	2,542
110,001 - 112,000	839	1,342	1,745	2,074	2,349	2,581
112,001 - 114,000	852	1,363	1,772	2,106	2,385	2,620
114,001 - 116,000	865	1,384	1,799	2,138	2,421	2,660
116,001 - 118,000	879	1,405	1,826	2,170	2,457	2,700
118,001 - 120,000	893	1,426	1,853	2,202	2,493	2,739
120,001 - 122,000	906	1,447	1,880	2,234	2,529	2,778
122,001 - 124,000	920	1,468	1,907	2,266	2,565	2,818
124,001 - 126,000	933	1,489	1,934	2,298	2,601	2,858
126,001 - 128,000	947	1,510	1,961	2,330	2,637	2,897
128,001 - 130,000	960	1,531	1,988	2,362	2,673	2,937
130,001 - 132,000	974	1,552	2,015	2,393	2,709	2,976
132,001 - 134,000	987	1,573	2,042	2,425	2,745	3,015
134,001 - 136,000	1,001	1,594	2,069	2,458	2,781	3,055
136,001 - 138,000	1,014	1,615	2,096	2,489	2,817	3,095
138,001 - 140,000	1,028	1,636	2,123	2,521	2,853	3,134
140,001 - 142,000	1,041	1,657	2,150	2,553	2,889	3,173
142,001 - 144,000	1,055	1,678	2,177	2,585	2,925	3,213
144,001 - 146,000	1,068	1,699	2,204	2,617	2,961	3,253
146,001 - 148,000	1,082	1,720	2,231	2,649	2,997	3,292
148,001 - 150,000	1,095	1,741	2,258	2,681	3,033	3,331
Revenus supérieurs à \$150,000	\$1,095 plus 0.73% de l'excé- dent	\$1,741 plus 1.16% de l'excé- dent	\$2,258 plus 1.51% de l'excé- dent	\$2,681 plus 1.79% de l'excé- dent	\$3,033 plus 2.02% de l'excé- dent	\$3,331 plus 2.22% de l'excé- dent

**Manitoba**

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
0 - 6,754	0	0	0	0	0	0
6,755 - 7,000	9	10	11	12	12	12
7,001 - 8,000	46	52	57	62	62	62
8,001 - 9,000	74	83	93	102	102	102
9,001 - 10,000	101	114	128	141	141	141
10,001 - 12,000	108	171	193	214	214	214
12,001 - 14,000	114	213	248	278	278	278
14,001 - 16,000	128	232	304	342	342	342
16,001 - 18,000	145	256	348	406	406	406
18,001 - 20,000	163	284	380	463	471	471
20,001 - 22,000	182	313	417	503	538	538
22,001 - 24,000	203	343	456	548	607	607
24,001 - 26,000	223	374	494	593	675	675
26,001 - 28,000	239	399	527	632	720	736
28,001 - 30,000	254	424	559	670	763	794
30,001 - 32,000	264	441	583	699	795	830
32,001 - 34,000	279	464	612	733	834	874
34,001 - 36,000	295	487	641	768	873	919
36,001 - 38,000	312	512	672	803	913	966
38,001 - 40,000	328	537	703	840	953	1,014
40,001 - 42,000	343	561	735	876	994	1,061
42,001 - 44,000	358	586	766	913	1,035	1,109
44,001 - 46,000	373	611	798	950	1,078	1,185
46,001 - 48,000	389	636	830	988	1,120	1,231
48,001 - 50,000	404	662	862	1,026	1,163	1,278
50,001 - 52,000	420	687	894	1,063	1,205	1,324
52,001 - 54,000	435	711	926	1,101	1,247	1,370
54,001 - 56,000	450	735	958	1,138	1,289	1,416
56,001 - 58,000	466	759	990	1,176	1,331	1,462
58,001 - 60,000	481	783	1,021	1,213	1,372	1,507
60,001 - 62,000	495	805	1,050	1,247	1,410	1,549
62,001 - 64,000	509	826	1,080	1,281	1,449	1,591
64,001 - 66,000	522	847	1,107	1,314	1,486	1,631
66,001 - 68,000	535	868	1,134	1,347	1,523	1,672
68,001 - 70,000	549	890	1,162	1,381	1,561	1,713
70,001 - 72,000	563	911	1,189	1,414	1,599	1,755
72,001 - 74,000	577	932	1,217	1,448	1,636	1,796
74,001 - 76,000	590	954	1,244	1,481	1,674	1,837
76,001 - 78,000	604	975	1,272	1,515	1,712	1,878
78,001 - 80,000	618	997	1,300	1,548	1,749	1,919
80,001 - 82,000	632	1,018	1,327	1,580	1,787	1,960
82,001 - 84,000	645	1,040	1,355	1,613	1,825	2,001

**Manitoba** (suite)

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
84,001 - 86,000	659	1,061	1,382	1,645	1,862	2,043
86,001 - 88,000	673	1,082	1,410	1,678	1,900	2,084
88,001 - 90,000	687	1,104	1,437	1,710	1,938	2,125
90,001 - 92,000	700	1,125	1,465	1,743	1,974	2,166
92,001 - 94,000	714	1,147	1,493	1,775	2,011	2,207
94,001 - 96,000	728	1,168	1,520	1,808	2,048	2,248
96,001 - 98,000	742	1,190	1,548	1,840	2,085	2,289
98,001 - 100,000	756	1,211	1,575	1,873	2,121	2,330
100,001 - 102,000	770	1,233	1,603	1,905	2,158	2,372
102,001 - 104,000	783	1,254	1,630	1,938	2,195	2,412
104,001 - 106,000	797	1,275	1,658	1,971	2,232	2,452
106,001 - 108,000	811	1,297	1,685	2,003	2,268	2,493
108,001 - 110,000	825	1,318	1,713	2,036	2,305	2,533
110,001 - 112,000	838	1,340	1,740	2,068	2,342	2,573
112,001 - 114,000	852	1,361	1,768	2,101	2,378	2,613
114,001 - 116,000	866	1,383	1,795	2,133	2,415	2,654
116,001 - 118,000	880	1,404	1,823	2,166	2,452	2,694
118,001 - 120,000	893	1,425	1,850	2,199	2,489	2,734
120,001 - 122,000	907	1,447	1,878	2,231	2,525	2,775
122,001 - 124,000	921	1,468	1,906	2,264	2,562	2,815
124,001 - 126,000	935	1,490	1,933	2,296	2,599	2,855
126,001 - 128,000	948	1,511	1,961	2,329	2,636	2,895
128,001 - 130,000	963	1,533	1,988	2,362	2,673	2,935
130,001 - 132,000	976	1,554	2,016	2,394	2,709	2,976
132,001 - 134,000	990	1,575	2,043	2,427	2,746	3,016
134,001 - 136,000	1,004	1,597	2,071	2,459	2,783	3,056
136,001 - 138,000	1,018	1,618	2,099	2,492	2,820	3,097
138,001 - 140,000	1,031	1,640	2,126	2,524	2,856	3,137
140,001 - 142,000	1,045	1,661	2,154	2,557	2,893	3,177
142,001 - 144,000	1,059	1,683	2,181	2,590	2,930	3,218
144,001 - 146,000	1,073	1,704	2,209	2,622	2,966	3,258
146,001 - 148,000	1,086	1,725	2,236	2,655	3,003	3,298
148,001 - 150,000	1,100	1,747	2,264	2,687	3,040	3,338
Revenus supérieurs à \$150,000	\$1,100 plus 0.73% de l'excé- dent	\$1,747 plus 1.16% de l'excé- dent	\$2,264 plus 1.51% de l'excé- dent	\$2,687 plus 1.79% de l'excé- dent	\$3,040 plus 2.03% de l'excé- dent	\$3,338 plus 2.23% de l'excé- dent

## Colombie-Britannique

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
0 - 6,754	0	0	0	0	0	0
6,755 - 7,000	6	7	8	9	9	9
7,001 - 8,000	32	38	43	48	48	48
8,001 - 9,000	59	68	77	87	87	87
9,001 - 10,000	85	98	112	125	125	125
10,001 - 12,000	108	158	180	202	202	202
12,001 - 14,000	124	215	246	276	276	276
14,001 - 16,000	142	247	309	348	348	348
16,001 - 18,000	160	275	368	419	419	419
18,001 - 20,000	180	305	406	489	493	493
20,001 - 22,000	201	336	445	534	567	567
22,001 - 24,000	221	367	483	580	641	641
24,001 - 26,000	240	398	523	625	711	714
26,001 - 28,000	255	424	557	665	757	780
28,001 - 30,000	268	448	589	704	800	840
30,001 - 32,000	279	466	615	735	836	883
32,001 - 34,000	294	490	647	773	878	933
34,001 - 36,000	310	515	678	811	920	985
36,001 - 38,000	325	539	710	849	963	1,039
38,001 - 40,000	341	564	742	888	1,007	1,093
40,001 - 42,000	358	589	774	925	1,050	1,146
42,001 - 44,000	373	614	806	963	1,094	1,200
44,001 - 46,000	390	639	839	1,002	1,138	1,251
46,001 - 48,000	406	665	872	1,041	1,182	1,300
48,001 - 50,000	423	691	905	1,080	1,226	1,350
50,001 - 52,000	439	716	938	1,119	1,270	1,398
52,001 - 54,000	456	742	971	1,158	1,315	1,447
54,001 - 56,000	470	765	1,001	1,195	1,355	1,492
56,001 - 58,000	483	787	1,030	1,229	1,395	1,535
58,001 - 60,000	495	807	1,057	1,262	1,432	1,577
60,001 - 62,000	509	828	1,083	1,293	1,468	1,615
62,001 - 64,000	523	849	1,110	1,324	1,503	1,654
64,001 - 66,000	535	870	1,137	1,356	1,538	1,692
66,001 - 68,000	549	890	1,164	1,388	1,574	1,732
68,001 - 70,000	562	912	1,191	1,420	1,610	1,771
70,001 - 72,000	576	933	1,218	1,452	1,646	1,811
72,001 - 74,000	590	954	1,245	1,484	1,683	1,851
74,001 - 76,000	603	975	1,273	1,516	1,719	1,890
76,001 - 78,000	617	996	1,300	1,548	1,755	1,930
78,001 - 80,000	630	1,016	1,326	1,579	1,790	1,969
80,001 - 82,000	640	1,034	1,350	1,608	1,823	2,005
82,001 - 84,000	652	1,053	1,375	1,638	1,856	2,042

**Colombie-Britannique** (suite)

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
84,001 - 86,000	665	1,073	1,400	1,668	1,890	2,079
86,001 - 88,000	678	1,093	1,425	1,698	1,924	2,116
88,001 - 90,000	690	1,113	1,451	1,728	1,958	2,153
90,001 - 92,000	703	1,133	1,477	1,758	1,992	2,190
92,001 - 94,000	716	1,153	1,502	1,788	2,026	2,228
94,001 - 96,000	728	1,173	1,528	1,818	2,060	2,265
96,001 - 98,000	741	1,192	1,553	1,848	2,094	2,302
98,001 - 100,000	754	1,212	1,578	1,878	2,128	2,339
100,001 - 102,000	767	1,232	1,604	1,908	2,162	2,377
102,001 - 104,000	780	1,252	1,629	1,938	2,196	2,414
104,001 - 106,000	792	1,271	1,655	1,968	2,230	2,451
106,001 - 108,000	805	1,291	1,680	1,999	2,264	2,488
108,001 - 110,000	818	1,311	1,706	2,029	2,298	2,525
110,001 - 112,000	830	1,331	1,731	2,059	2,332	2,563
112,001 - 114,000	843	1,350	1,757	2,089	2,366	2,600
114,001 - 116,000	856	1,370	1,782	2,119	2,400	2,637
116,001 - 118,000	869	1,390	1,808	2,149	2,434	2,674
118,001 - 120,000	881	1,410	1,833	2,179	2,468	2,712
120,001 - 122,000	894	1,430	1,858	2,209	2,502	2,749
122,001 - 124,000	907	1,450	1,884	2,239	2,535	2,786
124,001 - 126,000	920	1,470	1,910	2,270	2,570	2,823
126,001 - 128,000	932	1,489	1,935	2,300	2,603	2,860
128,001 - 130,000	945	1,509	1,960	2,330	2,638	2,898
130,001 - 132,000	958	1,529	1,986	2,360	2,671	2,935
132,001 - 134,000	970	1,549	2,011	2,390	2,705	2,972
134,001 - 136,000	983	1,568	2,037	2,420	2,739	3,009
136,001 - 138,000	996	1,588	2,062	2,450	2,773	3,047
138,001 - 140,000	1,009	1,608	2,088	2,480	2,807	3,084
140,001 - 142,000	1,021	1,628	2,113	2,510	2,841	3,121
142,001 - 144,000	1,034	1,648	2,139	2,540	2,875	3,158
144,001 - 146,000	1,047	1,668	2,164	2,570	2,909	3,195
146,001 - 148,000	1,060	1,688	2,190	2,600	2,943	3,233
148,001 - 150,000	1,073	1,707	2,215	2,630	2,977	3,270
Revenus supérieurs à \$150,000	\$1,073 plus 0.72% de l'excé- dent	\$1,707 plus 1.14% de l'excé- dent	\$2,215 plus 1.48% de l'excé- dent	\$2,630 plus 1.75% de l'excé- dent	\$2,977 plus 1.98% de l'excé- dent	\$3,270 plus 2.18% de l'excé- dent

## Île-du-Prince-Édouard

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
0 - 6,754	0	0	0	0	0	0
6,755 - 7,000	6	7	8	9	9	9
7,001 - 8,000	31	36	42	47	47	47
8,001 - 9,000	56	66	75	85	85	85
9,001 - 0,000	82	95	109	122	122	122
10,001 - 12,000	107	153	175	197	197	197
12,001 - 14,000	122	209	239	269	269	269
14,001 - 16,000	140	246	302	341	341	341
16,001 - 18,000	159	275	366	413	413	413
18,001 - 20,000	178	305	406	485	485	485
20,001 - 22,000	197	334	444	533	557	557
22,001 - 24,000	216	364	482	578	629	629
24,001 - 26,000	235	393	519	623	700	700
26,001 - 28,000	249	417	552	662	753	764
28,001 - 30,000	262	440	582	699	795	823
30,001 - 32,000	272	458	607	728	829	862
32,001 - 34,000	287	481	636	763	869	910
34,001 - 36,000	302	505	666	799	909	958
36,001 - 38,000	318	528	697	835	950	1,009
38,001 - 40,000	333	553	728	872	991	1,060
40,001 - 42,000	348	577	759	908	1,033	1,111
42,001 - 44,000	364	600	790	945	1,074	1,162
44,001 - 46,000	380	625	822	983	1,116	1,230
46,001 - 48,000	396	650	854	1,020	1,159	1,277
48,001 - 50,000	412	675	886	1,058	1,202	1,323
50,001 - 52,000	428	700	918	1,096	1,245	1,370
52,001 - 54,000	444	725	950	1,134	1,288	1,417
54,001 - 56,000	460	750	982	1,172	1,330	1,464
56,001 - 58,000	476	775	1,014	1,210	1,373	1,511
58,001 - 60,000	492	799	1,045	1,247	1,414	1,556
60,001 - 62,000	506	822	1,075	1,281	1,453	1,599
62,001 - 64,000	521	845	1,103	1,315	1,492	1,642
64,001 - 66,000	534	866	1,131	1,348	1,530	1,683
66,001 - 68,000	548	888	1,160	1,382	1,568	1,724
68,001 - 70,000	562	910	1,188	1,416	1,605	1,766
70,001 - 72,000	576	932	1,217	1,450	1,644	1,808
72,001 - 74,000	591	955	1,245	1,483	1,682	1,850
74,001 - 76,000	605	977	1,274	1,517	1,720	1,891
76,001 - 78,000	619	999	1,303	1,551	1,758	1,933
78,001 - 80,000	634	1,021	1,331	1,585	1,796	1,975
80,001 - 82,000	648	1,043	1,360	1,618	1,834	2,017
82,001 - 84,000	662	1,065	1,388	1,652	1,872	2,058

## Île-du-Prince-Édouard (suite)

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
84,001 - 86,000	676	1,088	1,417	1,686	1,910	2,100
86,001 - 88,000	691	1,110	1,445	1,720	1,948	2,142
88,001 - 90,000	705	1,132	1,474	1,753	1,986	2,184
90,001 - 92,000	719	1,154	1,503	1,787	2,025	2,225
92,001 - 94,000	733	1,175	1,530	1,820	2,061	2,266
94,001 - 96,000	745	1,196	1,557	1,852	2,098	2,305
96,001 - 98,000	759	1,218	1,584	1,884	2,134	2,346
98,001 - 100,000	773	1,239	1,612	1,917	2,171	2,386
100,001 - 102,000	787	1,260	1,639	1,950	2,208	2,427
102,001 - 104,000	800	1,282	1,667	1,982	2,245	2,467
104,001 - 106,000	814	1,303	1,695	2,015	2,282	2,507
106,001 - 108,000	828	1,325	1,722	2,048	2,318	2,548
108,001 - 110,000	842	1,346	1,750	2,080	2,355	2,588
110,001 - 112,000	856	1,368	1,778	2,113	2,392	2,628
112,001 - 114,000	870	1,389	1,805	2,145	2,429	2,669
114,001 - 116,000	883	1,411	1,833	2,178	2,465	2,709
116,001 - 118,000	897	1,432	1,860	2,210	2,503	2,749
118,001 - 120,000	911	1,454	1,888	2,243	2,539	2,790
120,001 - 122,000	925	1,475	1,915	2,276	2,576	2,830
122,001 - 124,000	938	1,497	1,943	2,308	2,613	2,870
124,001 - 126,000	953	1,518	1,971	2,341	2,650	2,911
126,001 - 128,000	966	1,540	1,998	2,374	2,686	2,951
128,001 - 130,000	980	1,561	2,026	2,406	2,723	2,992
130,001 - 132,000	994	1,583	2,053	2,439	2,760	3,032
132,001 - 134,000	1,008	1,604	2,081	2,472	2,797	3,072
134,001 - 136,000	1,021	1,625	2,109	2,504	2,834	3,113
136,001 - 138,000	1,035	1,647	2,136	2,537	2,870	3,153
138,001 - 140,000	1,049	1,668	2,164	2,570	2,908	3,193
140,001 - 142,000	1,063	1,690	2,192	2,602	2,944	3,234
142,001 - 144,000	1,077	1,711	2,219	2,635	2,981	3,274
144,001 - 146,000	1,090	1,733	2,247	2,668	3,018	3,314
146,001 - 148,000	1,104	1,754	2,275	2,700	3,055	3,355
148,001 - 150,000	1,118	1,776	2,302	2,733	3,091	3,395
Revenus supérieurs à \$150,000	\$1,118 plus 0.75% de l'excé- dent	\$1,776 plus 1.18% de l'excé- dent	\$2,302 plus 1.53% de l'excé- dent	\$2,733 plus 1.82% de l'excé- dent	\$3,091 plus 2.06% de l'excé- dent	\$3,395 plus 2.26% de l'excé- dent

**Saskatchewan**

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
0 - 6,754	0	0	0	0	0	0
6,755 - 7,000	8	9	10	11	11	11
7,001 - 8,000	34	39	44	50	50	50
8,001 - 9,000	58	67	77	86	86	86
9,001 - 0,000	82	95	109	122	122	122
10,001 - 12,000	103	143	165	186	186	186
12,001 - 14,000	104	187	217	248	248	248
14,001 - 16,000	122	220	279	317	317	317
16,001 - 18,000	144	251	337	387	387	387
18,001 - 20,000	166	283	377	453	456	456
20,001 - 22,000	188	315	416	500	526	526
22,001 - 24,000	210	347	456	546	595	595
24,001 - 26,000	230	379	496	592	664	664
26,001 - 28,000	244	405	530	633	723	725
28,001 - 30,000	257	431	563	671	767	782
30,001 - 32,000	267	448	589	702	802	819
32,001 - 34,000	281	471	621	739	843	865
34,001 - 36,000	296	494	652	777	885	912
36,001 - 38,000	311	518	683	815	928	961
38,001 - 40,000	326	541	713	853	970	1,010
40,001 - 42,000	340	563	741	887	1,008	1,056
42,001 - 44,000	353	584	769	920	1,047	1,102
44,001 - 46,000	368	608	799	956	1,087	1,197
46,001 - 48,000	383	631	830	992	1,127	1,241
48,001 - 50,000	398	655	860	1,028	1,167	1,285
50,001 - 52,000	413	678	890	1,063	1,208	1,330
52,001 - 54,000	429	702	920	1,099	1,248	1,374
54,001 - 56,000	444	725	950	1,135	1,288	1,418
56,001 - 58,000	459	749	981	1,170	1,329	1,463
58,001 - 60,000	473	771	1,010	1,205	1,368	1,505
60,001 - 62,000	487	793	1,038	1,238	1,404	1,545
62,001 - 64,000	500	814	1,065	1,270	1,440	1,585
64,001 - 66,000	513	834	1,090	1,300	1,475	1,623
66,001 - 68,000	526	854	1,117	1,332	1,511	1,662
68,001 - 70,000	539	875	1,143	1,363	1,546	1,701
70,001 - 72,000	553	896	1,170	1,395	1,582	1,740
72,001 - 74,000	566	916	1,197	1,426	1,618	1,779
74,001 - 76,000	579	937	1,224	1,458	1,653	1,818
76,001 - 78,000	593	958	1,250	1,490	1,689	1,857
78,001 - 80,000	606	979	1,277	1,521	1,724	1,896
80,001 - 82,000	619	1,000	1,304	1,553	1,760	1,935
82,001 - 84,000	633	1,020	1,330	1,584	1,795	1,974

**Saskatchewan (suite)**

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
84,001 - 86,000	646	1,041	1,357	1,615	1,831	2,013
86,001 - 88,000	660	1,062	1,384	1,647	1,867	2,053
88,001 - 90,000	673	1,083	1,410	1,679	1,902	2,091
90,001 - 92,000	686	1,103	1,437	1,710	1,938	2,130
92,001 - 94,000	700	1,124	1,464	1,742	1,973	2,170
94,001 - 96,000	713	1,145	1,490	1,773	2,009	2,208
96,001 - 98,000	726	1,166	1,517	1,805	2,045	2,248
98,001 - 100,000	740	1,186	1,544	1,836	2,080	2,287
100,001 - 102,000	753	1,207	1,570	1,868	2,116	2,325
102,001 - 104,000	766	1,228	1,598	1,900	2,151	2,365
104,001 - 106,000	780	1,249	1,624	1,931	2,187	2,404
106,001 - 108,000	793	1,270	1,651	1,963	2,223	2,443
108,001 - 110,000	806	1,290	1,678	1,994	2,258	2,482
110,001 - 112,000	820	1,311	1,704	2,026	2,294	2,520
112,001 - 114,000	833	1,332	1,731	2,058	2,330	2,560
114,001 - 116,000	846	1,353	1,758	2,089	2,365	2,599
116,001 - 118,000	860	1,373	1,784	2,120	2,400	2,638
118,001 - 120,000	873	1,394	1,811	2,152	2,436	2,677
120,001 - 122,000	886	1,415	1,838	2,183	2,472	2,716
122,001 - 124,000	900	1,435	1,864	2,215	2,508	2,755
124,001 - 126,000	913	1,456	1,891	2,247	2,543	2,794
126,001 - 128,000	926	1,477	1,918	2,278	2,579	2,833
128,001 - 130,000	940	1,498	1,945	2,310	2,614	2,872
130,001 - 132,000	953	1,519	1,971	2,341	2,650	2,911
132,001 - 134,000	966	1,540	1,998	2,373	2,685	2,950
134,001 - 136,000	980	1,560	2,025	2,405	2,721	2,989
136,001 - 138,000	993	1,581	2,051	2,436	2,757	3,028
138,001 - 140,000	1,006	1,602	2,078	2,468	2,792	3,067
140,001 - 142,000	1,020	1,623	2,105	2,499	2,828	3,106
142,001 - 144,000	1,033	1,643	2,131	2,530	2,863	3,145
144,001 - 146,000	1,047	1,664	2,158	2,562	2,899	3,184
146,001 - 148,000	1,060	1,685	2,185	2,594	2,935	3,223
148,001 - 150,000	1,073	1,705	2,211	2,625	2,970	3,262
Revenus supérieurs à \$150,000	\$1,073 plus 0.72% de l'excé- dent	\$1,705 plus 1.14% de l'excé- dent	\$2,211 plus 1.47% de l'excé- dent	\$2,625 plus 1.75% de l'excé- dent	\$2,970 plus 1.98% de l'excé- dent	\$3,262 plus 2.17% de l'excé- dent

**Alberta**

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
0 - 6,754	0	0	0	0	0	0
6,755 - 7,000	8	9	10	11	11	11
7,001 - 8,000	41	46	52	57	57	57
8,001 - 9,000	74	84	93	102	102	102
9,001 - 10,000	107	121	134	148	148	148
10,001 - 12,000	120	175	197	219	219	219
12,001 - 14,000	127	224	257	288	288	288
14,001 - 16,000	140	247	317	356	356	356
16,001 - 18,000	160	277	371	426	426	426
18,001 - 20,000	182	310	412	496	501	501
20,001 - 22,000	204	343	453	544	576	576
22,001 - 24,000	224	373	493	590	651	651
24,001 - 26,000	244	403	531	636	723	725
26,001 - 28,000	258	428	565	676	769	792
28,001 - 30,000	272	452	596	714	813	854
30,001 - 32,000	283	471	622	745	848	898
32,001 - 34,000	298	496	654	783	890	951
34,001 - 36,000	314	520	685	820	933	1,004
36,001 - 38,000	331	546	718	859	976	1,061
38,001 - 40,000	347	571	750	897	1,020	1,117
40,001 - 42,000	363	597	783	936	1,063	1,170
42,001 - 44,000	380	622	816	974	1,106	1,218
44,001 - 46,000	396	648	849	1,014	1,151	1,267
46,001 - 48,000	412	673	882	1,053	1,195	1,315
48,001 - 50,000	428	699	915	1,092	1,239	1,364
50,001 - 52,000	445	725	948	1,131	1,284	1,413
52,001 - 54,000	462	750	982	1,170	1,328	1,461
54,001 - 56,000	478	776	1,015	1,210	1,373	1,510
56,001 - 58,000	495	802	1,048	1,249	1,417	1,559
58,001 - 60,000	511	828	1,080	1,287	1,460	1,606
60,001 - 62,000	527	851	1,111	1,324	1,501	1,651
62,001 - 64,000	542	875	1,141	1,360	1,541	1,695
64,001 - 66,000	555	897	1,170	1,394	1,580	1,738
66,001 - 68,000	570	920	1,200	1,430	1,620	1,782
68,001 - 70,000	585	944	1,230	1,465	1,660	1,826
70,001 - 72,000	600	967	1,260	1,500	1,700	1,870
72,001 - 74,000	615	990	1,290	1,536	1,740	1,913
74,001 - 76,000	630	1,013	1,320	1,571	1,780	1,957
76,001 - 78,000	645	1,037	1,350	1,606	1,820	2,001
78,001 - 80,000	660	1,060	1,380	1,642	1,860	2,045
80,001 - 82,000	675	1,083	1,410	1,677	1,900	2,088
82,001 - 84,000	690	1,107	1,440	1,713	1,940	2,132

**Alberta (suite)**

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
84,001 - 86,000	705	1,130	1,470	1,748	1,980	2,176
86,001 - 88,000	720	1,153	1,500	1,783	2,020	2,220
88,001 - 90,000	735	1,177	1,530	1,819	2,060	2,264
90,001 - 92,000	750	1,200	1,560	1,854	2,100	2,308
92,001 - 94,000	765	1,223	1,590	1,890	2,140	2,351
94,001 - 96,000	780	1,247	1,620	1,925	2,180	2,395
96,001 - 98,000	795	1,270	1,650	1,960	2,220	2,439
98,001 - 100,000	810	1,293	1,680	1,996	2,260	2,483
100,001 - 102,000	825	1,316	1,710	2,031	2,300	2,526
102,001 - 104,000	840	1,340	1,740	2,067	2,340	2,570
104,001 - 106,000	855	1,363	1,770	2,102	2,379	2,614
106,001 - 108,000	870	1,386	1,800	2,138	2,419	2,658
108,001 - 110,000	885	1,410	1,830	2,173	2,459	2,702
110,001 - 112,000	900	1,433	1,860	2,208	2,499	2,745
112,001 - 114,000	915	1,456	1,890	2,244	2,539	2,789
114,001 - 116,000	930	1,480	1,919	2,279	2,579	2,833
116,001 - 118,000	945	1,503	1,949	2,315	2,619	2,877
118,001 - 120,000	960	1,526	1,979	2,350	2,659	2,920
120,001 - 122,000	975	1,550	2,009	2,385	2,699	2,964
122,001 - 124,000	990	1,573	2,039	2,421	2,739	3,008
124,001 - 126,000	1,005	1,596	2,069	2,456	2,779	3,052
126,001 - 128,000	1,020	1,619	2,099	2,492	2,819	3,095
128,001 - 130,000	1,035	1,643	2,129	2,527	2,859	3,139
130,001 - 132,000	1,050	1,666	2,159	2,563	2,899	3,183
132,001 - 134,000	1,065	1,689	2,189	2,598	2,939	3,227
134,001 - 136,000	1,080	1,713	2,219	2,633	2,979	3,271
136,001 - 138,000	1,095	1,736	2,249	2,669	3,018	3,315
138,001 - 140,000	1,110	1,759	2,279	2,704	3,058	3,358
140,001 - 142,000	1,125	1,783	2,309	2,740	3,098	3,402
142,001 - 144,000	1,140	1,806	2,339	2,775	3,138	3,446
144,001 - 146,000	1,155	1,829	2,369	2,810	3,178	3,490
146,001 - 148,000	1,170	1,853	2,399	2,846	3,218	3,533
148,001 - 150,000	1,185	1,876	2,429	2,881	3,258	3,577
Revenus supérieurs à \$150,000	\$1,185 plus 0.79% de l'excé- dent	\$1,876 plus 1.25% de l'excé- dent	\$2,429 plus 1.62% de l'excé- dent	\$2,881 plus 1.92% de l'excé- dent	\$3,258 plus 2.17% de l'excé- dent	\$3,577 plus 2.38% de l'excé- dent

**Terre-Neuve**

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
0 - 6,754	0	0	0	0	0	0
6,755 - 7,000	6	7	8	9	9	9
7,001 - 8,000	30	35	40	45	45	45
8,001 - 9,000	54	63	72	82	82	82
9,001 - 10,000	77	91	105	118	118	118
10,001 - 12,000	103	147	168	190	190	190
12,001 - 14,000	117	199	230	260	260	260
14,001 - 16,000	135	240	291	329	329	329
16,001 - 18,000	154	269	352	399	399	399
18,001 - 20,000	173	298	398	468	468	468
20,001 - 22,000	191	327	435	524	537	537
22,001 - 24,000	210	355	472	568	607	607
24,001 - 26,000	228	384	509	611	676	676
26,001 - 28,000	242	408	540	649	737	737
28,001 - 30,000	254	430	570	685	780	793
30,001 - 32,000	264	447	593	713	812	828
32,001 - 34,000	278	469	621	746	850	872
34,001 - 36,000	292	491	650	780	888	916
36,001 - 38,000	307	514	680	815	928	963
38,001 - 40,000	322	537	709	850	967	1,010
40,001 - 42,000	337	560	739	885	1,007	1,057
42,001 - 44,000	351	583	768	920	1,046	1,104
44,001 - 46,000	367	607	799	956	1,087	1,198
46,001 - 48,000	382	630	830	992	1,128	1,243
48,001 - 50,000	397	655	860	1,028	1,169	1,288
50,001 - 52,000	413	678	891	1,065	1,210	1,332
52,001 - 54,000	428	702	922	1,101	1,250	1,377
54,001 - 56,000	443	726	952	1,137	1,292	1,422
56,001 - 58,000	459	750	983	1,174	1,333	1,467
58,001 - 60,000	473	773	1,013	1,208	1,372	1,510
60,001 - 62,000	488	795	1,040	1,241	1,409	1,551
62,001 - 64,000	501	816	1,068	1,274	1,445	1,591
64,001 - 66,000	513	836	1,094	1,305	1,481	1,630
66,001 - 68,000	527	857	1,121	1,337	1,517	1,669
68,001 - 70,000	540	878	1,148	1,369	1,553	1,709
70,001 - 72,000	554	899	1,175	1,401	1,589	1,748
72,001 - 74,000	567	920	1,202	1,433	1,625	1,788
74,001 - 76,000	581	941	1,229	1,465	1,661	1,827
76,001 - 78,000	594	962	1,256	1,497	1,697	1,867
78,001 - 80,000	608	983	1,283	1,528	1,733	1,906
80,001 - 82,000	621	1,004	1,310	1,560	1,769	1,946
82,001 - 84,000	635	1,025	1,337	1,593	1,805	1,985

**Terre-Neuve (suite)**

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
84,001 - 86,000	648	1,046	1,364	1,625	1,841	2,025
86,001 - 88,000	662	1,067	1,391	1,656	1,878	2,064
88,001 - 90,000	675	1,088	1,418	1,688	1,913	2,104
90,001 - 92,000	689	1,109	1,445	1,720	1,950	2,143
92,001 - 94,000	703	1,130	1,472	1,752	1,985	2,183
94,001 - 96,000	716	1,151	1,499	1,784	2,022	2,223
96,001 - 98,000	730	1,172	1,526	1,816	2,058	2,262
98,001 - 100,000	743	1,193	1,553	1,848	2,094	2,301
100,001 - 102,000	757	1,214	1,580	1,880	2,130	2,341
102,001 - 104,000	770	1,235	1,608	1,912	2,166	2,380
104,001 - 106,000	783	1,256	1,635	1,944	2,202	2,420
106,001 - 108,000	797	1,278	1,662	1,976	2,238	2,460
108,001 - 110,000	810	1,298	1,689	2,008	2,274	2,499
110,001 - 112,000	824	1,319	1,715	2,040	2,310	2,539
112,001 - 114,000	838	1,340	1,743	2,072	2,346	2,578
114,001 - 116,000	851	1,361	1,770	2,104	2,382	2,618
116,001 - 118,000	865	1,383	1,797	2,136	2,418	2,657
118,001 - 120,000	878	1,403	1,824	2,168	2,454	2,697
120,001 - 122,000	892	1,425	1,851	2,200	2,490	2,736
122,001 - 124,000	905	1,445	1,878	2,232	2,526	2,776
124,001 - 126,000	919	1,467	1,905	2,263	2,563	2,815
126,001 - 128,000	932	1,488	1,932	2,295	2,598	2,855
128,001 - 130,000	946	1,509	1,959	2,328	2,635	2,894
130,001 - 132,000	959	1,530	1,986	2,359	2,670	2,934
132,001 - 134,000	973	1,551	2,013	2,391	2,707	2,973
134,001 - 136,000	986	1,572	2,040	2,423	2,743	3,013
136,001 - 138,000	1,000	1,593	2,067	2,455	2,779	3,052
138,001 - 140,000	1,013	1,614	2,094	2,487	2,815	3,092
140,001 - 142,000	1,027	1,635	2,121	2,519	2,851	3,131
142,001 - 144,000	1,040	1,656	2,148	2,551	2,887	3,171
144,001 - 146,000	1,054	1,677	2,175	2,583	2,923	3,210
146,001 - 148,000	1,068	1,698	2,203	2,615	2,959	3,250
148,001 - 150,000	1,081	1,719	2,229	2,647	2,995	3,290
Revenus supérieurs à \$150,000	\$1,081 plus 0.72% de l'excé- dent	\$1,719 plus 1.15% de l'excé- dent	\$2,229 plus 1.49% de l'excé- dent	\$2,647 plus 1.76% de l'excé- dent	\$2,995 plus 2.00% de l'excé- dent	\$3,290 plus 2.19% de l'excé- dent

**Yukon**

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
0 - 6,754	0	0	0	0	0	0
6,755 - 7,000	6	7	9	10	10	10
7,001 - 8,000	33	38	43	48	48	48
8,001 - 9,000	59	69	78	87	87	87
9,001 - 0,000	86	99	113	126	126	126
10,001 - 12,000	110	160	182	204	204	204
12,001 - 14,000	126	218	248	278	278	278
14,001 - 16,000	145	252	314	353	353	353
16,001 - 18,000	165	282	375	427	427	427
18,001 - 20,000	184	312	414	498	502	502
20,001 - 22,000	203	342	453	543	576	576
22,001 - 24,000	223	372	491	589	651	651
24,001 - 26,000	242	402	530	635	722	725
26,001 - 28,000	257	427	563	675	768	791
28,001 - 30,000	270	450	595	713	811	852
30,001 - 32,000	281	469	620	743	846	896
32,001 - 34,000	296	493	651	780	888	947
34,001 - 36,000	312	518	683	818	930	1,000
36,001 - 38,000	328	543	715	855	973	1,055
38,001 - 40,000	345	568	747	893	1,015	1,110
40,001 - 42,000	360	593	779	932	1,058	1,165
42,001 - 44,000	377	618	812	970	1,101	1,213
44,001 - 46,000	393	644	845	1,009	1,146	1,262
46,001 - 48,000	410	670	878	1,048	1,190	1,310
48,001 - 50,000	427	696	912	1,088	1,235	1,360
50,001 - 52,000	443	722	945	1,128	1,280	1,408
52,001 - 54,000	460	748	979	1,167	1,324	1,457
54,001 - 56,000	477	774	1,012	1,207	1,369	1,506
56,001 - 58,000	494	800	1,045	1,246	1,413	1,555
58,001 - 60,000	510	825	1,078	1,285	1,457	1,603
60,001 - 62,000	525	849	1,109	1,321	1,498	1,648
62,001 - 64,000	540	872	1,138	1,356	1,538	1,691
64,001 - 66,000	553	894	1,167	1,390	1,576	1,734
66,001 - 68,000	568	917	1,197	1,425	1,616	1,777
68,001 - 70,000	583	940	1,226	1,460	1,655	1,820
70,001 - 72,000	598	963	1,256	1,495	1,695	1,864
72,001 - 74,000	612	986	1,286	1,530	1,735	1,907
74,001 - 76,000	627	1,010	1,315	1,565	1,774	1,951
76,001 - 78,000	642	1,033	1,345	1,601	1,814	1,994
78,001 - 80,000	657	1,056	1,375	1,636	1,853	2,038
80,001 - 82,000	672	1,079	1,405	1,671	1,893	2,081
82,001 - 84,000	687	1,102	1,434	1,706	1,933	2,124

**Yukon (suite)**

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
84,001 - 86,000	701	1,125	1,464	1,741	1,972	2,168
86,001 - 88,000	716	1,148	1,493	1,776	2,012	2,211
88,001 - 90,000	731	1,171	1,523	1,811	2,051	2,255
90,001 - 92,000	746	1,194	1,553	1,846	2,091	2,298
92,001 - 94,000	761	1,218	1,583	1,882	2,130	2,341
94,001 - 96,000	775	1,240	1,613	1,917	2,170	2,385
96,001 - 98,000	790	1,263	1,642	1,952	2,210	2,428
98,001 - 100,000	805	1,287	1,672	1,987	2,249	2,472
100,001 - 102,000	820	1,310	1,701	2,022	2,289	2,515
102,001 - 104,000	835	1,333	1,731	2,057	2,328	2,558
104,001 - 106,000	850	1,356	1,761	2,092	2,368	2,602
106,001 - 108,000	865	1,379	1,790	2,127	2,408	2,645
108,001 - 110,000	880	1,402	1,820	2,162	2,448	2,688
110,001 - 112,000	894	1,425	1,850	2,198	2,487	2,732
112,001 - 114,000	909	1,448	1,880	2,233	2,527	2,775
114,001 - 116,000	924	1,471	1,909	2,268	2,566	2,819
116,001 - 118,000	939	1,495	1,939	2,303	2,606	2,862
118,001 - 120,000	954	1,518	1,969	2,338	2,645	2,905
120,001 - 122,000	969	1,541	1,998	2,373	2,685	2,949
122,001 - 124,000	983	1,564	2,028	2,408	2,725	2,993
124,001 - 126,000	998	1,587	2,058	2,443	2,764	3,036
126,001 - 128,000	1,013	1,610	2,088	2,478	2,804	3,079
128,001 - 130,000	1,028	1,633	2,117	2,513	2,843	3,123
130,001 - 132,000	1,043	1,656	2,147	2,548	2,883	3,166
132,001 - 134,000	1,058	1,679	2,177	2,583	2,923	3,209
134,001 - 136,000	1,073	1,703	2,206	2,618	2,962	3,253
136,001 - 138,000	1,088	1,725	2,236	2,654	3,002	3,296
138,001 - 140,000	1,102	1,749	2,266	2,689	3,041	3,340
140,001 - 142,000	1,117	1,772	2,295	2,724	3,081	3,383
142,001 - 144,000	1,132	1,795	2,325	2,759	3,120	3,426
144,001 - 146,000	1,147	1,818	2,355	2,794	3,160	3,470
146,001 - 148,000	1,162	1,841	2,385	2,829	3,200	3,513
148,001 - 150,000	1,177	1,864	2,414	2,864	3,239	3,557
Revenus supérieurs à \$150,000	\$1,177 plus 0.78% de l'excé- dent	\$1,864 plus 1.24% de l'excé- dent	\$2,414 plus 1.61% de l'excé- dent	\$2,864 plus 1.91% de l'excé- dent	\$3,239 plus 2.16% de l'excé- dent	\$3,557 plus 2.37% de l'excé- dent

**Territoires du Nord-Ouest**

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
0 - 6,754	0	0	0	0	0	0
6,755 - 7,000	7	8	9	10	10	10
7,001 - 8,000	35	40	45	51	51	51
8,001 - 9,000	63	72	82	91	91	91
9,001 - 0,000	91	105	118	132	132	132
10,001 - 12,000	115	169	191	213	213	213
12,001 - 14,000	131	228	260	290	290	290
14,001 - 16,000	151	259	329	368	368	368
16,001 - 18,000	170	290	385	445	445	445
18,001 - 20,000	190	320	425	510	523	523
20,001 - 22,000	210	351	464	557	600	600
22,001 - 24,000	230	382	504	603	678	678
24,001 - 26,000	250	413	543	650	739	755
26,001 - 28,000	265	439	578	691	786	824
28,001 - 30,000	279	463	610	731	831	889
30,001 - 32,000	290	483	637	763	868	936
32,001 - 34,000	307	508	669	801	911	991
34,001 - 36,000	323	533	702	840	955	1,047
36,001 - 38,000	340	560	735	880	1,000	1,101
38,001 - 40,000	356	585	769	919	1,044	1,150
40,001 - 42,000	373	612	803	959	1,089	1,199
42,001 - 44,000	390	638	836	998	1,133	1,248
44,001 - 46,000	407	665	870	1,039	1,180	1,298
46,001 - 48,000	425	692	905	1,080	1,226	1,349
48,001 - 50,000	442	718	940	1,121	1,272	1,400
50,001 - 52,000	459	745	975	1,162	1,318	1,450
52,001 - 54,000	476	772	1,009	1,203	1,364	1,501
54,001 - 56,000	494	799	1,044	1,244	1,410	1,551
56,001 - 58,000	511	826	1,078	1,285	1,456	1,602
58,001 - 60,000	528	852	1,112	1,324	1,501	1,651
60,001 - 62,000	544	877	1,144	1,362	1,544	1,698
62,001 - 64,000	560	902	1,176	1,400	1,586	1,745
64,001 - 66,000	574	925	1,206	1,436	1,628	1,790
66,001 - 68,000	589	949	1,237	1,472	1,668	1,835
68,001 - 70,000	605	973	1,268	1,509	1,710	1,880
70,001 - 72,000	620	997	1,299	1,545	1,751	1,925
72,001 - 74,000	635	1,021	1,330	1,582	1,792	1,970
74,001 - 76,000	651	1,045	1,360	1,618	1,833	2,015
76,001 - 78,000	667	1,069	1,391	1,655	1,875	2,060
78,001 - 80,000	682	1,093	1,422	1,691	1,916	2,105
80,001 - 82,000	698	1,117	1,453	1,728	1,957	2,151
82,001 - 84,000	713	1,141	1,484	1,765	1,998	2,196

**Territoires du Nord-Ouest** (suite)

Revenu annuel brut 1996	Montants mensuels					
	Nombre d'enfants					
	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six ou plus
	(en dollars)					
84,001 - 86,000	728	1,165	1,515	1,801	2,039	2,241
86,001 - 88,000	744	1,190	1,546	1,838	2,080	2,286
88,001 - 90,000	759	1,213	1,577	1,874	2,122	2,331
90,001 - 92,000	775	1,238	1,608	1,910	2,163	2,377
92,001 - 94,000	790	1,262	1,639	1,947	2,204	2,422
94,001 - 96,000	805	1,285	1,670	1,984	2,245	2,467
96,001 - 98,000	821	1,310	1,700	2,020	2,287	2,512
98,001 - 100,000	837	1,334	1,731	2,057	2,328	2,557
100,001 - 102,000	852	1,358	1,762	2,093	2,369	2,603
102,001 - 104,000	868	1,382	1,793	2,130	2,410	2,648
104,001 - 106,000	883	1,406	1,824	2,166	2,451	2,693
106,001 - 108,000	898	1,430	1,855	2,203	2,493	2,738
108,001 - 110,000	914	1,454	1,886	2,239	2,534	2,783
110,001 - 112,000	929	1,478	1,917	2,276	2,575	2,828
112,001 - 114,000	945	1,502	1,948	2,313	2,616	2,873
114,001 - 116,000	960	1,526	1,978	2,349	2,658	2,919
116,001 - 118,000	975	1,550	2,010	2,385	2,699	2,964
118,001 - 120,000	991	1,574	2,040	2,422	2,740	3,009
120,001 - 122,000	1,007	1,598	2,071	2,458	2,781	3,054
122,001 - 124,000	1,022	1,622	2,102	2,495	2,823	3,099
124,001 - 126,000	1,038	1,646	2,133	2,532	2,863	3,145
126,001 - 128,000	1,053	1,670	2,164	2,568	2,905	3,190
128,001 - 130,000	1,068	1,694	2,195	2,605	2,946	3,235
130,001 - 132,000	1,084	1,718	2,226	2,641	2,987	3,280
132,001 - 134,000	1,099	1,742	2,257	2,678	3,028	3,325
134,001 - 136,000	1,115	1,766	2,288	2,714	3,070	3,370
136,001 - 138,000	1,130	1,790	2,318	2,751	3,111	3,415
138,001 - 140,000	1,145	1,814	2,350	2,787	3,152	3,461
140,001 - 142,000	1,161	1,838	2,380	2,824	3,193	3,506
142,001 - 144,000	1,176	1,863	2,411	2,860	3,235	3,551
144,001 - 146,000	1,192	1,887	2,442	2,897	3,275	3,596
146,001 - 148,000	1,208	1,910	2,473	2,933	3,317	3,641
148,001 - 150,000	1,223	1,935	2,504	2,970	3,358	3,687
Revenus supérieurs à \$150,000	\$1,223 plus 0.82% de l'excé- dent	\$1,935 plus 1.29% de l'excé- dent	\$2,504 plus 1.67% de l'excé- dent	\$2,970 plus 1.98% de l'excé- dent	\$3,358 plus 2.24% de l'excé- dent	\$3,687 plus 2.46% de l'excé- dent

